

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉPARTITION DES FORTUNES

D'APRÈS LES STATISTIQUES SUCCESSORALES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Jeudi 11 Novembre 1909*, à 1 heure

PAR

J. SÉAILLES

Président : M. FERNAND FAURE, *Professeur*.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, *Professeur*.
SOUCHON, *Professeur*.

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554626_0001

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉPARTITION DES FORTUNES

D'APRÈS LES STATISTIQUES SUCCESSORALES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue *le Jeudi 11 Novembre 1909, à 1 heure*

PAR

J. SÉAILLES



Président : M. FERNAND FAURE, Professeur.

Suffragants : { *MM. DESCHAMPS, Professeur.*
SOUCHON, Professeur.

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FELIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

408, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 408

1909

Tous droits de traduction et de reproduction réservés

La Faculté n'entend^{re} donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

PRÉFACE

L'importance du problème de la répartition des fortunes ne peut, semble-t-il, échapper à personne.

La nécessité de mettre — ou de maintenir — le système fiscal en harmonie avec les phénomènes de répartition est d'ailleurs une raison qui s'ajoute à l'intérêt scientifique du problème et qui doit pousser, elle aussi, à l'étude objective de cette répartition.

On ne fonde rien sur l'ignorance ou le mensonge et, quel que soit le point de vue politique auquel on se place, quel que soit le sens où l'on veuille orienter l'action des lois, il est d'abord nécessaire de bien connaître ce qui est.

Or, le principal et pour ainsi dire le seul document que nous puissions utiliser, en l'espèce, et la statistique successorale que publie chaque année le ministère des finances : il est donc du plus haut intérêt que l'administration fournisse des statistiques qui permettent, le mieux possible, l'étude objective et scientifique des phénomènes de la répartition des fortunes.

Or, les statistiques actuelles, malgré des améliorations récentes, sont encore bien imparfaites et l'administration des finances peut et doit les compléter sur plusieurs points. Les efforts et les progrès considérables qu'elle a déjà faits dans ce sens depuis 1901 sont, d'ailleurs, un gage qui permet de ne point douter de sa bonne volonté et laisse espérer qu'à bref délai, le ministère des finances publiera enfin des statistiques assez complètes pour être directement utilisables, sans hypothèses hasardeuses.

D'abord, il faudrait que la statistique par catégories de fortunes fût publiée, non pas en alternant, tous les deux ans, mais au contraire chaque année, avec le classement des successions par âge. En même temps, il serait à souhaiter que les catégories de fortunes et surtout d'âges fussent plus nombreuses ; il faudrait dans les deux cas multiplier les échelons de façon à diminuer, d'une part, l'écart entre les petites et les grosses successions et de façon, d'autre part, à n'avoir plus une seule catégorie inférieure de 0 à 25 ans ; la graduation devrait aller ici de 5 en 5 années jusqu'à 25 ans et de 10 en 10 ans au delà. Il serait ainsi possible de serrer de beaucoup plus près la réalité.

Enfin, il serait nécessaire que, pour chaque âge, la statistique fît connaître le classement par catégories de fortune et la fortune moyenne correspondante.

Les mêmes données, relatives non plus aux défunts, mais aux héritiers, rendraient également de grands services.

A tout ceci, il faut encore ajouter qu'il serait désirable, si des modifications de la base d'évaluation devaient se produire à l'avenir, que l'on donnât pendant une période de transition de quelques années, une double évaluation (par l'ancien procédé et par le nouveau) qui permettrait de mesu-

rer la portée statistique des réformes ainsi faites et d'établir un coefficient de correction qui laisserait comparables entre elles les statistiques anciennes et nouvelles.

Sans doute, ces desiderata ne sont point les seuls qu'il soit possible de formuler, mais ce sont certainement les plus importants dont l'étude qui va suivre nous ait fait sentir le besoin.

INTRODUCTION

HISTORIQUE DE LA QUESTION ET POSITION DES PROBLÈMES

Au début de son *Essai sur la Répartition des Richesses* (1), M. Paul Leroy-Beaulieu faisait les réflexions suivantes : « L'influence des lois économiques sur la répartition des richesses est un sujet beaucoup moins exploré que l'influence des mêmes lois sur la circulation. On remplirait des salles entières des innombrables traités sur la production, sur les banques, sur l'échange. Au contraire, le problème si grave de la distribution des richesses ne tient en général qu'une place médiocre, secondaire, dans les livres d'économie politique et il n'a guère été l'objet de longs traités que de la part d'écrivains appartenant à l'école sentimentale ou socialiste. Sans doute les volumes sur ce que l'on appelle les questions ouvrières abondent, mais la plupart sont absolument vides, sans rien de précis, de positif et de scientifique. De ce que la distribution des richesses est un sujet moins exploré que la production et la circulation des

(1) Quatrième édition, 1897.

richesses, il en résulte aussi que c'est un sujet moins élucidé, moins connu, sur lequel il y a beaucoup plus d'ombres. »

Ces observations sont justifiées dans leur ensemble par l'histoire des faits et des doctrines économiques.

D'une manière précise, on peut dire que la question de la répartition (et bien plus encore l'étude de sa mesure positive) après avoir figuré d'abord au second plan dans les préoccupations et les recherches des économistes, a ensuite provoqué les controverses les plus nombreuses et les plus passionnées : On a, comme il est naturel, discuté le plus ce qu'on connaissait le moins, et, si un certain nombre de formules ont prétendu donner un *idéal d'équité* (1) dans la répartition, on ne trouve point là plus qu'ailleurs d'études vraiment *positives* et complètes des phénomènes — réels ou possibles — de répartition.



La place occupée chez les premiers économistes par l'étude de la répartition est, en effet, d'ordre très nettement secondaire. Pour eux, le principal est de produire, la production est l'acte essentiel, le seul ayant une importance capitale, puisque c'est lui qui permettra de consommer ; à leur sens, la répartition ne vient guère ensuite que comme un point accessoire et facile à *déduire*. Cette manière de voir s'explique d'ailleurs assez bien par la prépondérance

(1) A chacun part égale, à chacun selon ses besoins, à chacun selon son mérite, à chacun selon son travail ; presque tout aux surhommes, presque rien à la masse, dit Nietzsche ; le tirage au sort, disent d'autres.

de l'agriculture et par l'organisation corporative générale dans l'industrie d'autrefois.

Au contraire, la dislocation des institutions corporatives et des organismes économiques à type familial, devant les progrès de l'industrie moderne, la formation de classes antagonistes de patrons et de salariés s'ignorant les uns les autres, devaient poser avec acuité le problème de la répartition.

Il serait intéressant de suivre pas à pas ce parallélisme des faits et des idées et leur influence réciproque, mais il y faudrait un volume et nous devons nous contenter ici d'un aperçu rapide de l'évolution des doctrines au point de vue spécial de la répartition.



Laissant de côté la période dont le mercantilisme est la plus haute expression, nous prendrons comme point de départ le moment où l'économie politique se constitue vraiment comme science, c'est-à-dire où une classe particulière de phénomènes, ceux de la richesse, apparaissent nettement comme l'objet d'une science nouvelle : c'est l'époque physiocratique.

Les physiocrates conçoivent la loi naturelle, dans l'ordre physique ou moral, non pas comme la condition d'existence de ce qui est, mais comme la condition de ce qui doit être. Les lois concourent à une fin, accomplissent le plan idéal tracé par la Providence et qui s'appelle l'ordre naturel, code de lois absolues et immuables que le législateur humain a pour unique mission de faire observer. « Tous les hommes et toutes les puissances humaines, dit Quesnay,

doivent être soumis à ces lois souveraines instituées par l'Être Suprême, elles sont immuables et les meilleures lois possibles : par conséquent la base du gouvernement le plus parfait. »

A la lumière de cette conception fondamentale et *a priori*, les physiocrates analysent les phénomènes de circulation sociale de la richesse, ils en déduisent leur théorie de la distribution du produit net qui se rattache à celle de la production agricole. Comment, suivant l'ordre naturel, c'est-à-dire dans un état de liberté parfaite que n'entraverait pas le législateur, les produits de l'agriculture, seule source de richesses, seraient-ils distribués entre les diverses classes de la communauté (les classes productives des propriétaires et des cultivateurs du sol et les classes improductives des fabricants et des marchands) ? Quels mauvais effets résultent des modes de distribution en usage sous les systèmes de restriction et de réglementation gouvernementales ? C'est à cela que se réduit toute l'étude de la répartition chez les physiocrates.

Or, il n'y a, dans les considérations, aucun élément qui se rapporte, non pas seulement à la détermination positive de la répartition des richesses dans la société du XVIII^e siècle, mais même à la détermination de ce que serait la *répartition idéale* si rien n'entravait le libre jeu des lois naturelles et providentielles reconnues par les physiocrates. Ceux-ci nous démontrent bien que la meilleure répartition possible serait celle qui s'opérerait conformément à l'ordre naturel. Mais ils nous laissent tout ignorer de ce que serait, en réalité, cette meilleure répartition. En d'autres termes, les physiocrates ne nous renseignent que sur la nature *qualitative* d'une répartition qui s'opérerait d'après leurs prin-

cipes ; ils ne cherchent nullement à nous faire connaître sa nature quantitative. Le point de vue *art* obscurcit chez eux le point de vue scientifique. Ils recherchent comment la répartition qu'ils proposent serait assurée, quelle serait sa valeur et son essence, mais ils ne se préoccupent en rien de sa réalité et de sa mesure.

De telle sorte qu'il faut en définitive conclure que la physiocratie, qui est une théorie hypothétique bien enchaînée de la production dans un état de libre concurrence absolue, ne contient point de véritable étude, même théorique et abstraite, de la distribution des richesses. Il en est de même de la plupart des successeurs des physiocrates.

* * *

Adam Smith a embrassé avec une grande vigueur d'analyse le développement de la production sous l'effort de l'intérêt personnel. Mais ce n'est qu'accessoirement, à propos de l'examen des éléments de la valeur, qu'il essaie une théorie de la distribution (1).

(1) Après avoir mis en relief le fait de la division du travail, Smith s'occupe de la valeur. La division du travail implique, en effet, l'échange d'où surgit la notion de valeur. Smith envisage notamment la valeur sous l'aspect d'une distinction entre le *prix naturel* des marchandises et le *prix du marché*. Le prix du marché est celui auquel se vendent communément les marchandises. Le prix naturel est le point vers lequel tendent continuellement les prix de toutes les marchandises. Le prix naturel d'une marchandise se compose du fermage de la terre à son taux naturel, des salaires du travail à leur taux naturel et du profit naturel du capital. C'est la loi de l'offre et de la demande qui règle la gravitation du prix du marché vers le prix naturel. Le prix du marché de chaque marchandise, dit

Le prix naturel, dans la conception d'Adam Smith, résulte de la libre concurrence opérant dans des conditions idéales et ne rencontrant d'obstacle ni dans la nature, ni dans les institutions sociales. Quand Smith parle de prix naturels, de salaires, de profits, de rentes naturels, il se place dans des conditions hypothétiques où chaque individu obéirait à son seul intérêt personnel sans être gêné par la nature ou par la loi. C'est de cette idée essentiellement abstraite, et déduite du principe de l'intérêt personnel, de la distribution des richesses, que Smith rapproche la distribution effective.

Mais il se contente de montrer que cette distribution effective n'est pas ce qu'elle devrait être si la liberté naturelle n'était pas troublée ; il n'indique nulle part d'une manière positive ce qu'était en réalité cette distribution dans la société au milieu de laquelle il vivait, ni ce qu'elle serait en mesure et en réalité dans le régime de libre concurrence parfaite qu'il envisage.

Adam Smith, d'autre part, ne considère pas le salaire, le profit et la rente naturels comme des éléments immuables. Il admet et il étudie leurs variations historiques. Ses investigations à cet égard l'amènent à cette conclusion que le progrès des richesses fait augmenter la rente et les salaires et diminuer les profits. Il en tire cette conséquence opti-

Smith, est déterminé par la proportion entre la quantité de cette marchandise existant actuellement sur le marché et les demandes de ceux qui sont disposés à en payer le prix naturel.

La gravitation du prix du marché autour du prix naturel est troublée soit par des causes naturelles, soit par des causes accidentelles, soit par les institutions politiques. Ces causes tendent à maintenir le prix du marché au-dessus du prix naturel, c'est-à-dire à limiter la concurrence parmi les offrants.

miste que l'intérêt des propriétaires et celui des ouvriers coïncident avec l'intérêt général beaucoup plus que l'intérêt des capitalistes. Mais il est manifeste que, là encore, nous ne sommes en présence d'aucune étude positive de la répartition et que c'est toujours le point de vue qualitatif, à l'exclusion du point de vue quantitatif, qui se trouve abordé.

Ici, comme chez les physiocrates, nous apprenons que la meilleure répartition est celle qui résulte du libre jeu de l'offre et de la demande, mais nous ignorons tout de ce qu'elle serait en fait si elle était... sauf qu'elle serait la meilleure possible.

*
* *

L'œuvre d'Adam Smith, qui donnait un si puissant essor aux énergies productrices en les dégageant des entraves réglementaires, apparaissait au moment même où la multiplication et l'application des découvertes scientifiques allaient produire la révolution des machines dans l'industrie. S'il avait pu en prévoir les effets, Smith eût peut-être espéré avec moins d'enthousiasme que la plus large subsistance du peuple résulterait du libre jeu des intérêts.

De grandes manufactures s'établirent dans les villes, supprimant le travail domestique et drainant les populations rurales : au marché étroit de la petite industrie se trouvèrent substitués des débouchés de plus en plus étendus, exigeant une fiévreuse activité. Les fluctuations amplifiées du commerce retentirent douloureusement dans la foule des ouvriers, jadis autonomes, à présent réduits par la concentration à la condition de salariés et condamnés à de

brusques chômages. Une âpre concurrence semblait devoir régner sans frein ni trêve.

C'est au milieu de cette crise que vécurent Malthus et Ricardo.

Malthus posa le problème de l'excès de population, inséparable de celui de la répartition. Il considéra l'homme comme animé d'une tendance constante à multiplier son espèce plus rapidement que ne s'accroissent les substances à répartir et il plaça le remède dans un effort de l'individu sur lui-même pour discipliner ses instincts. Mais il n'entreprit aucune étude positive de la répartition.

Les *Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*, de Ricardo, embrassent au contraire la distribution et la répartition des richesses. Après avoir dit que les produits de la terre se partagent entre les propriétaires du sol, les possesseurs du capital et les travailleurs, il ajoute que chacune de ces classes recueille une *part très différente du produit total*, sous les noms de rente, de profits et de salaires, *selon l'état de civilisation*, et il se propose de déterminer les lois qui règlent cette distribution. « Voilà, dit-il, le principal problème en économie politique », et il ajoute que ses prédécesseurs n'ont rien laissé de satisfaisant « sur la marche naturelle de la rente, des profits, des capitaux et des salaires ».

Ricardo veut donc étudier les variations relatives du salaire, du profit, de la rente, aux différentes périodes de l'évolution économique. Ce qu'il appelle leur marche naturelle, c'est l'effet des causes générales qui déterminent les phénomènes de répartition des richesses ; les variations des premières produisant les variations historiques des seconds. Ricardo détermine cette marche naturelle d'après une

méthode inflexiblement déductive et en se plaçant au point de vue d'un état social dont les formes seraient immuables.

La théorie de la rente foncière oppose les intérêts de la propriété foncière à ceux du capital mobilier et du travail.

Mais il n'y a, dans les généralisations ricardiennes, d'une si grande valeur au point de vue qualitatif, aucune étude quantitative de la répartition.

Dans une lettre à Mac-Culloch, du 13 juin 1820, c'est-à-dire écrite à la fin de sa vie, Ricardo formule en ces termes sa loi hypothétique de la répartition des richesses :

« Après tout, la grande question de la rente, des salaires et des profits doit être élucidée par les proportions dans lesquelles le produit total est partagé entre les propriétaires, les capitalistes et les travailleurs...

« En se débarrassant de la rente, ce que l'on peut faire en considérant le produit en blé obtenu avec la dernière portion de capital employée, toutes les marchandises produites par le travail dans les manufactures, la distribution entre le capitaliste et le travailleur devient un objet beaucoup plus simple à considérer. Plus grande sur la portion du produit du travail attribuée au travailleur, plus faible sur le taux des profits, et *vice versa*. Cette portion doit essentiellement dépendre de la faculté de produire les subsistances nécessaires aux travailleurs. Si la facilité est grande, une petite proportion de toute marchandise résultant du concours de capital et de travail sera suffisante pour approvisionner le travailleur des denrées nécessaires, et conséquemment les profits seront élevés. J'estime que la vérité de cette doctrine est absolument démontrable (1). »

(1) Lettre citée par Denis : *Histoire des Doctrines économiques et socialistes*, vol. II, 1907, p. 171 et 172.

En somme, le génie déductif de Ricardo qui a fait faire un pas considérable à l'étude du rôle de la rente dans la répartition en régime de libre échange, n'a pas fait avancer plus que ses devanciers le problème de la répartition au point de vue positif et quantitatif.

*
* * *

A cette époque de l'histoire des idées économiques, de même que l'intérêt personnel est l'unique moteur de la production des richesses, la contrainte morale personnelle est le seul régulateur de leur répartition. Aucune intervention de l'Etat n'est admise dans la lutte économique, aucun frein à la concurrence.

Contre la science ainsi constituée, une réaction se produisit sous la triple forme historique, socialiste et optimiste.

Ces écoles nouvelles ont-elles, plus que leurs devancières, travaillé à la solution du problème de la répartition ?

Avec l'école historique (List, Sismondi), le point de vue de relativité intervient dans les conceptions économiques. L'ordre économique apparaît comme modifiable et les institutions ne sont légitimes qu'autant qu'elles sont profitables à la généralité des hommes. « Ricardo, dit Sismondi, qui est regardé comme ayant fondé une ère nouvelle en économie politique, et dont les nombreux disciples répètent aujourd'hui les oracles, allait plus loin encore que Say ; il faisait absolument abstraction de l'homme et ne proposait pour but à la science que l'accroissement de la richesse (1). »

(1) SISMONDI, *Nouveaux principes*, II, p. 370.

A ce point de vue unilatéral de la production, il oppose le point de vue éthique et moral. Il s'agit non seulement d'accumuler les richesses, mais aussi et surtout de les répartir le plus équitablement possible afin d'assurer le développement physique, intellectuel et moral du plus grand nombre.

« La distribution des fruits du travail, conclut Sismondi, entre ceux qui concourent à les produire, me paraît vicieuse; mais il me semble presque au-dessus des forces humaines de concevoir un état de propriété absolument différent de celui que nous fait connaître l'expérience (1). »

Cependant, la répartition n'est abordée ici encore que d'un point de vue essentiellement qualitatif, dans son rapport avec un idéal de justice, en dehors de toute mesure positive des phénomènes réels de répartition.

Le socialisme, sous ses diverses formes scientifiques, sentimentales ou autres, n'est pas autre chose lui-même qu'une aspiration vers l'idéal d'une meilleure et plus équitable répartition. Il porte au premier plan, en vertu de son origine et de sa nature même, le problème de la répartition. Il pose ce problème sous deux formes : comment la volonté humaine, par le jeu des institutions mobiles, pourra-t-elle concilier la juste distribution avec la production continue ? ou bien comment l'évolution, en décomposant fatalement l'organisme capitaliste, amènera-t-elle une forme sociale nouvelle, éthiquement supérieure (Marx) ?

D'une mesure positive de la répartition, telle qu'elle se produit, et abstraction faite de considérations tendancieuses, il n'est point question. Peut-être est-il néanmoins

(1) SISMONDI, *Nouveaux principes*, II, p. 364.

permis de voir un embryon de solution positive dans la comparaison si fréquente de la société à une *pyramide* dont la pointe représente les plus riches et la base les plus pauvres. Mais cette formule est manifestement, *a priori*, instinctive, superficielle. C'est une simple traduction symbolique d'un sentiment égalitaire en révolte contre le fait de l'inégalité.

Le parti de l'optimisme absolu (Carey, Bastiat) prétend saper les bases du socialisme en démontrant que les intérêts du capital, du travail et de la propriété tendent naturellement à s'harmoniser. C'est ouvrir aux classes déshéritées la perspective d'une diminution progressive de l'inégalité. Mais il n'y a là aucune recherche précise ni aucune mesure de la répartition réelle et actuelle.

Les libéraux appuient leur thèse sur cette affirmation que chaque individu retirerait de la masse une somme de valeurs équivalente à celle qu'il y a mise. Il y a bien là dans une certaine mesure une apparence de formule positive de répartition. Mais ce n'est qu'une apparence. Car encore faudrait-il connaître, pour mesurer la répartition, ce que chacun apporte ainsi à la masse et quelle est cette masse. Or, l'économie libérale ne constate pas, elle raisonne : chacun offre sur le marché ce qu'il possède, le propriétaire les récoltes de la terre, le fabricant les produits de son usine, les autres leur travail. Les produits ou les services se vendent au prix fixé sur le marché par la loi de l'offre et de la demande. Les prix varient avec l'intensité des désirs du public auxquels ils répondent et c'est le public qui, par le prix qu'il paie les produits et les services, fixe lui-même à chaque individu sa part de revenu dans les richesses produites.

Cette formule des économistes, malgré une certaine coloration scientifique, n'est pas en réalité plus positive que les autres, car elle ne donne aucune mesure réelle de ces apports et de ces retraits. En outre, cette formule est tendancieuse, car elle cherche à justifier la répartition ainsi comprise. Le public, le consommateur, disent les économistes, n'est-il pas le meilleur juge pour apprécier la valeur des produits et des services ? Dès lors, la formule donnée, qui prétend traduire la réalité, n'est-elle pas en même temps celle de la justice ? Bien mieux, la formule porte en elle-même sa justification puisque, grâce au jeu de l'offre et de la demande, chacun retire de la masse produite l'équivalent de son produit ou de ses services. N'est-ce pas l'idéal de la répartition ?

Cette solution cependant n'est présentée que d'une manière hypothétique. Les économistes, en effet, avouent que leur formule d'équivalence entre le revenu de chacun et ses produits ou ses services ne serait exacte que dans une société où la liberté du travail et la liberté des conventions seraient absolument réalisées. Et ils ajoutent que ce n'est pas tout à fait le cas dans les sociétés modernes où la liberté est gênée par diverses réglementations, par le protectionnisme, par les monopoles légaux. Il y a là une survivance des idées physiocratiques sur la distribution suivant l'ordre naturel rapprochée de ce qu'elle est dans un système de réglementation.

Enfin et surtout, rien, dans la formule des économistes libéraux, n'établit quelle serait la répartition réelle dans la société libre qu'ils considèrent, quel serait le rapport d'égalité ou d'inégalité dans cette société.

En somme, loin d'être la conclusion inductive des faits,

cette formule n'est que la conclusion d'une suite de déductions plus ou moins justifiées. Elle est hypothétique et se présente comme inspirée par une préoccupation éthique si grande qu'elle contient en elle-même sa propre justification. Enfin, elle résulte de la considération d'un processus qualitatif et ne contient aucune constatation ni aucune mesure de la réalité quantitative, ni même, à défaut de cette mesure, aucune constatation du rapport d'inégalité qui lierait les services offerts sur le marché théorique libre. Cette formule n'a donc aucun caractère positif.

*
* * *

A ces trois tendances (historique, socialiste, optimiste) se rattachent plus ou moins les écoles contemporaines.

La question de la répartition, née avec le capitalisme, devient plus angoissante et plus irritante à mesure que celui-ci progresse. A quoi bon l'accroissement indéfini de la production et l'accumulation des richesses si la majeure partie de la population reste dans la misère ? Or, l'exaspération des sentiments éloigne de l'étude positive des phénomènes et conduit à des généralisations précipitées. Telle est la première cause qui explique pourquoi le problème de la répartition des fortunes n'a pas encore reçu de solution scientifique.

Du schéma historique qui vient d'être tracé, il résulte que les économistes se sont surtout préoccupés du point de vue dynamique, qualitatif et éthique. Au lieu d'un examen précis des phénomènes de répartition, tels qu'ils se produisent, ils ont cherché avant tout à savoir quelle est la

valeur éthique de ces phénomènes et dans quel sens ils ont évolué et évolueront, et, par une tendance bien naturelle à la pensée, ils se sont efforcés de faire concorder le résultat de cette évolution avec leur idéal éthique de répartition. Les socialistes, usant de la dialectique de Marx, veulent démontrer que la transformation des forces économiques concentre de plus en plus les fortunes entre les mains de moins en moins nombreuses de quelques rois du capitalisme et développe par là même la classe des prolétaires en qui s'accumulent les énergies révolutionnaires. Les libéraux prétendent prouver que les fortunes tendent sans cesse à une moindre inégalité, de telle sorte que, un plus grand nombre d'individus accédant sans cesse à la propriété, la classe prolétarienne est en décroissance constante.

Cette partialité des économistes attachant un intérêt passionné à la signification sociale des résultats, a rendu impossible l'étude scientifique du problème de la répartition.

Une autre cause, extérieure aux économistes, s'opposait aussi à cette étude positive : c'est l'insuffisance des renseignements.

Les impôts sur les successions par catégories sont relativement récents et encore peu nombreux. Ce n'est que depuis 1894 que les nouveaux droits progressifs sur les successions fournissent, en Angleterre, des indications précises.

En France, il y a peu de temps encore, les droits de mutation étaient proportionnels et portaient sur l'actif brut, sans déduction du passif, progressivité ni classement.

C'est seulement en 1901 que la loi a opéré la distraction du passif pour le calcul des droits et a établi un tarif pro-

gressif, croissant avec le chiffre des valeurs héréditaires et permettant ainsi de les classer par ordre d'importance.

Autres fils conducteurs dans les recherches relatives à la répartition, les impôts sur le revenu, donnant clairement le recensement par catégories, ne sont pas non plus très anciens.

L'*einkommensteuer*, remanié en Prusse en 1891, est établi sur la totalité du revenu net et, grâce à la sévérité de l'administration qui réduit au minimum les possibilités de fraudes, il fournit de très utiles indications.

Sans doute, l'*income-tax* qui fonctionne en Angleterre date de plus de 40 ans, mais sa forme cédulaire l'empêche de donner des renseignements très nets. Il frappe les choses plutôt que les personnes et ne relève pas le revenu total du contribuable.



Malgré ce qui vient d'être dit, il ne faudrait cependant pas affirmer qu'aucun essai de solution exacte et impartiale, vraiment scientifique, du problème de la répartition, n'ait été tenté. Un pas, qu'on peut considérer comme décisif, a été fait par les statisticiens. Leur méthode et leurs résultats sont vraiment positifs. Mais leur œuvre est nécessairement fragmentaire. Leurs études sont cependant précieuses pour la recherche de la formule réelle de la répartition.

Les nombreux travaux de M. de Foville, en particulier, sont de précieuses contributions à l'étude scientifique de la répartition.

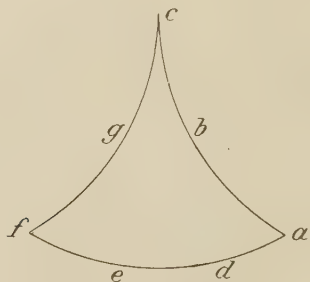
M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions*, a embrassé dans toute sa généralité et sa complexité le problème de la répartition. On ne peut nier que son œuvre ne soit un effort vers une solution positive. Il établit ses conclusions sur des documents positifs patiemment recherchés et rapprochés. Mais il n'arrive pas à une formule suffisamment exacte et précise. Il conclut uniquement à la *tendance* à une moindre inégalité des conditions. Or, cette formule est vague, car elle ne rend pas compte des phénomènes actuels de répartition. De plus, il ne cherche pas à savoir ce qu'est la répartition, mais dans quel sens elle évolue, ce qui est une question toute différente de dynamisme social. Il ne peut en être autrement, d'ailleurs, puisque la tendance à une moindre inégalité est l'objet du livre de M. Leroy-Beaulieu, comme le titre même l'indique... De telle sorte qu'on pourrait croire que cette tendance à une moindre inégalité est une thèse que les documents habilement maniés par le savant auteur seraient chargés de démontrer plutôt qu'une conclusion ressortant naturellement des faits, si M. Leroy-Beaulieu lui-même n'avait pris soin de nous avertir, au commencement et à la fin de son ouvrage, que la pensée de cette moindre inégalité n'a pas présidé à ses observations, mais qu'elle en a été la conséquence. La bonne foi scientifique de M. Leroy-Beaulieu ne saurait être suspectée, mais il n'est pas défendu de se demander si sa foi ardente dans l'incessante augmentation du bien-être des classes ouvrières n'a pas guidé son interprétation des faits vers une conclusion qu'il désirait.

Un seul économiste, à notre connaissance, a recherché la formule générale de la répartition d'après une méthode

strictement positive et désintéressée de toute préoccupation dynamique et éthique. C'est Vilfredo Pareto.

« La répartition d'une somme donnée de richesses, dit-il, est une *opération d'arithmétique*. On ne peut pas l'exécuter au moyen de vagues abstractions (1). »

Pareto établit ses calculs d'après les éléments fournis par l'impôt sur *les revenus* dans les différents pays. Il compare entre eux les résultats obtenus pour chaque pays et il tire de cette comparaison une loi générale qu'il représente par la courbe ci-dessous (2) :



« Ce n'est pas, dit-il, une pyramide sociale, mais une sorte de toupie. Les riches occupent le sommet, les pauvres en sont la base. La partie « a b c g f » est bien connue par la statistique. La partie « a d e f » est conjecturale. »

Après avoir établi la loi, Pareto cherche à l'expliquer. La forme de la courbe n'est pas due au hasard, elle a une

(1) V. PARETO, *Les systèmes socialistes*, t. II, p. 157, Cf. *Cours d'économie politique*.

(2) *Systèmes socialistes*, t. II, p. 6. Cf. *Cours d'économie politique* et *La courbe de distribution des richesses* dans les *Annales de l'Université de Lausanne*.

remarquable stabilité et change assez peu, quand les circonstances de temps et de lieu changent beaucoup. Elle dépend de la distribution des caractères physiologiques et psychologiques des hommes, du choix des hommes en rapport avec ces caractères, et des obstacles que rencontre le producteur. La stabilité de la courbe vient probablement de ce que la répartition des caractères physiologiques et psychologiques et les proportions dans lesquelles se combinent les capitaux ne peuvent être quelconques.

Pareto ajoute que si l'on disposait les hommes par couches selon leur degré d'intelligence, de pouvoir politique et social, ce seraient généralement les mêmes hommes qui occuperaient la même place dans cette figure et dans celle de la distribution des richesses. Les classes dites supérieures sont généralement les plus riches (1).

Ainsi Pareto a résolument abordé le problème de la répartition au point de vue statique. Ce n'est que secondairement et en étroite subordination avec le premier, qu'il touche au point de vue dynamique et éthique.

Sa courbe est une confirmation, mais avec une rectification par le calcul mathématique, de la pyramide sociale instinctivement dressée à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure.



C'est d'après une méthode positive que nous voudrions, à notre tour, aborder le problème de la répartition.

Il est inutile d'insister sur l'importance capitale de la

(1) *Cours d'économie politique*, t. II, p. 299 et suiv.

question. Elle s'est manifestée par l'ardeur même qu'on a mise à la discuter.

Abstraction faite des formes collectives qui s'étendent dès maintenant par la force des choses (sociétés par actions, chemins de fer, postes et télégraphes, etc.), mais qui n'excluent pas l'appropriation individuelle et la concentration ou la dispersion de cette forme de propriété, l'évolution de la propriété se produit-elle dans le sens de la concentration ou de la multiplication de la forme individuelle ?

Peut-être la connaissance de la réalité jettera-t-elle un jour plus clair sur le point de vue dynamique et qualitatif. Savoir ce qui est constitue le meilleur moyen de déterminer ensuite ce qui est en voie de devenir ou ce qui pourrait être.

Cette thèse a pour objet l'étude de ce qui est.



Mais nous ne saurions avoir la prétention, dans un travail de ce caractère, d'embrasser dans toute leur ampleur et leur complexité les phénomènes de la répartition.

Nous limiterons pour le moment nos recherches, pour des raisons que nous préciserons du reste plus loin, à la répartition des fortunes telle qu'elle résulte des statistiques successorales françaises.

Mais, avant d'étudier la question de la répartition des fortunes que nous voulons examiner ici, il est indispensable d'en définir clairement les termes. A cette condition seule nous pourrions poser le problème sous une forme qui permette de l'aborder utilement.

Nous entendons par le mot « fortune » la partie de l'ensemble des richesses appropriées par chaque individu, qui

est susceptible d'être transmise à d'autres individus après la mort du premier.

Nous voulons examiner comment se répartissent les fortunes entre *les individus*.

La question peut être envisagée de diverses façons :

1° Comment se répartissaient entre les individus qui sont morts les richesses transmissibles qu'ils possédaient ?

2° Comment se répartissent les fortunes transmises entre les individus qui succèdent ?

3° Comment se répartissent les fortunes entre tous les individus vivants qui composent la population du pays étudié ?

4° Comment se répartissent les fortunes entre les individus de même âge et comment cette répartition varie-t-elle en fonction de l'âge ?

5° Comment se répartissent dans chaque cas les diverses catégories de richesses transmises (bien meubles, immeubles, etc.) ?

En examinant successivement ces questions, nous verrons combien il est difficile de répondre à la plupart d'entre elles.

D'ailleurs, dès le seuil de cette étude, il est un point qu'il importe de préciser si l'on ne veut pas se faire illusion sur la nature des résultats possibles. C'est le caractère tout à fait relatif des rapports et des proportions qui pourront être établis. Les inégalités qui existent entre les hommes et entre les capitaux qu'ils possèdent peuvent bien être déterminés jusqu'à un certain point, mais les images de la répartition ainsi obtenue sont des cartes dont nous ignorons l'échelle précise. Nous savons seulement que ces images sont dépourvues de toute valeur absolue : Sachant en effet,

à peu près, que 3 p. 100 des morts se partagent environ 66 p. 100 de toutes les sommes formant l'ensemble des successions, nous ignorons quel est le total réel ainsi réparti (1).

Au reste, nous n'avons nulle prétention de résoudre tous les problèmes que pose la question de la répartition des fortunes. Mais un essai de solution, pour approximatif qu'il dût rester, était intéressant à entreprendre et l'étude des statistiques successorales — malgré toutes ses limitations — nous a paru valoir d'être tentée.

(1) Voir Appendice I.

CHAPITRE PREMIER

LES DOCUMENTS ET LEUR CRITIQUE

La solution de l'ensemble du problème de la répartition eût comporté toute une série d'études très délicates et très complexes que nous ne pouvions avoir la prétention de mener à bien. Il nous a paru préférable d'entreprendre d'abord l'étude précise d'une partie déterminée de la question et nous avons choisi pour notre part la répartition des fortunes d'après les statistiques successorales en France.

Plusieurs raisons nous ont décidé à ce choix. Mais l'une des principales a été la suivante : Tandis que les études de Vilfredo Pareto lui ont surtout permis de donner sur la répartition *des revenus* des renseignements très intéressants et de formuler des hypothèses très ingénieuses, la question de la répartition *des capitaux* a été beaucoup moins approfondie et laisse un champ plus libre à des recherches originales.

*
* * *

Mais la répartition des capitaux se divise elle-même en deux catégories essentielles : celle des capitaux-fortune ;

celle des capitaux humains. Nous n'aborderons ici que la première catégorie. Son étude nécessite, à elle seule, un labeur suffisant. Au surplus, elle se présente au chercheur comme devant être abordée avant l'autre, car nous possédons à son égard des statistiques relativement complètes qui permettent de donner aux investigations une base à peu près objective.

Les statistiques successorales, en effet, portent déjà sur un certain nombre d'années ; elles comprennent, en principe, toutes les fortunes, depuis les plus petites jusqu'aux plus grandes, et ces fortunes sont classées par la loi elle-même en catégories assez nombreuses pour être directement utilisables. Enfin l'administration des finances, qui recueille les éléments dont nous allons nous servir, n'a d'autre désir que d'obtenir des déclarations aussi exactes que possible.

La statistique successorale est le résultat d'un débat contradictoire entre l'intérêt des héritiers et celui du fisc et, s'il est indispensable de ne pas négliger les fraudes, du moins est-il certain qu'il n'y a lieu de tenir compte ni de complicité entre ceux qui font et ceux qui reçoivent les déclarations, ni d'un esprit de tendance vers l'exagération ou l'atténuation des inégalités de classe dans l'établissement même de la statistique.



Les statistiques successorales paraissent donc, à première vue, offrir un instrument de recherche relativement simple et sûr. Elles sont basées sur les déclarations de successions faites à l'administration de l'enregistrement, et

comme, depuis la loi de finances des 29 janvier-25 février 1901, leur montant s'établit après déduction des dettes grevant les successions recueillies, l'on trouve ainsi consigné, dans ces documents, l'actif net des fortunes individuelles transmises, chaque année, par ceux qui meurent à ceux qui leur succèdent.

Les statistiques des successions déclarées, publiées annuellement, depuis 1902, par le ministère des finances, dans le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, seraient donc une source d'information suffisante.

Cependant la critique de ces documents montre qu'ils sont encore loin de pouvoir fournir une réponse absolument précise aux questions que soulève la répartition des fortunes.

*
** *

Les statistiques successorales établies pour les années 1902, 1903, 1904 et 1905, classent en un certain nombre de séries graduées, d'après l'importance globale de leur actif net, les successions recueillies et déclarées pendant le cours de chacune de ces années. Seulement, la statistique pour 1902 opère ce classement en neuf catégories, tandis que les statistiques suivantes l'opèrent en treize catégories.

Pour l'année 1906, le classement des successions par catégories n'a pas été fait. En effet, une circulaire de la direction générale de la comptabilité publique du 26 juin 1905 prescrit l'établissement régulier de statistiques spéciales pour toutes les années à millésime pair, les autres statistiques étant maintenues pour les années à millésime impair.

En vertu de cette circulaire, il a été établi pour l'année 1906 plusieurs tableaux statistiques. L'un fait connaître l'importance globale des successions dont la dévolution a été opérée suivant le régime légal *ab intestat*, et des successions dont la dévolution a été réglée, totalement ou partiellement, par des actes testamentaires.

Un second tableau rend compte de la composition des hérités recueillies en 1906 et de l'importance respective des diverses catégories de biens énoncés dans les déclarations de successions.

Un troisième tableau nous fait connaître l'âge des défunts laissant des successions.

Pour l'année 1907, nous avons comme autrefois le classement en treize séries graduées des successions d'après l'importance globale de leur actif net.



Quel parti pouvons-nous tirer de ces diverses statistiques ?

Trois questions se posent auxquelles les documents que nous avons énumérés permettent de répondre d'une façon plus ou moins imparfaite.

Ces trois questions sont les suivantes :

1° Quelle est la répartition des fortunes entre les individus composant l'ensemble du corps social ?

2° Quelle est la répartition des fortunes suivant l'âge des individus et entre individus d'un même âge donné ?

3° Comment se répartissent les diverses espèces de capitaux qui constituent les fortunes et quel est pour chacune de ces catégories l'indice de dispersion qui lui est propre ?

* * *

La première question est celle à laquelle les statistiques répondent le mieux.

Il est en effet possible, faisant abstraction du classement en neuf catégories pour 1902 (1), d'établir, d'après les classements uniformes en treize catégories effectués pour les années 1903, 1904, 1905 et 1907, des moyennes pour chacune de ces catégories, et de tracer, d'après ces moyennes, la courbe générale de la répartition des fortunes dans la masse des individus composant l'ensemble du corps social considérés au moment de leur décès.

Reste ensuite à examiner le rapport qui lie la répartition entre la masse des décédés avec la répartition entre la masse des vivants.

* * *

En ce qui concerne la seconde question, il est difficile de trouver dans la statistique encore *unique* relative à l'âge des défunts laissant des successions autre chose que les éléments d'un embryon de réponse.

Cette statistique, relative à l'année 1906, permet d'établir dans chaque catégorie d'âge une proportion entre le nombre des *possédants* et celui des *non possédants* et de voir comment ce rapport varie avec l'âge plus ou moins avancé des individus.

Nous essaierons de déduire en outre de cette statistique

(1) En tout état de cause, les statistiques pour 1902 devraient d'ailleurs être éliminées, parce qu'elles correspondent à la première année d'application du nouvel impôt et qu'elles sont altérées par des mesures de transition.

une évaluation approximative des variations de la fortune moyenne suivant l'âge des individus.

Mais il est impossible de connaître avec plus de détails la répartition réelle à l'intérieur de chaque groupe d'individus du même âge.

D'ailleurs, les résultats obtenus demeurent incertains en présence de l'impossibilité d'établir une moyenne portant sur plusieurs années.

*
* * *

La troisième question, celle de la répartition des différentes espèces de capitaux, apparaît à vrai dire comme moins importante que les deux autres. Et il est heureux qu'il en soit ainsi, car il est impossible de trouver dans les statistiques successorales des éléments utilisables pour y répondre même sommairement. L'unique statistique, afférente à la seule année 1906, est manifestement insuffisante. Des travaux analogues avaient été entrepris par l'administration de l'enregistrement pour l'exercice 1898, ils fournissaient le détail des valeurs comprises dans les donations et dans les déclarations de successions (1). C'est ce travail qu'on a repris en 1906, mais pour les déclarations de successions seulement. En sorte qu'on ne peut guère, par une comparaison des travaux de 1898 et du tableau dressé pour 1906, établir des moyennes relatives à la composition de l'annuité successorale.

De plus, le total des biens inventoriés dans la statistique pour 1906 ne correspond pas à l'annuité successorale, il

(1) Cf. VICTOR TURQUAN, *Évaluation de la fortune privée en France et à l'étranger*, 1901, p. 90 et suiv. (Répartition de la richesse d'après la nature des biens.)

se trouve majoré par la non déduction du passif et surtout par la non liquidation préalable des communautés. Il faut ajouter à cela qu'il ne fournit qu'un rapport approximatif entre les diverses valeurs composant les fortunes individuelles, de telle manière qu'en définitive, sur la composition des fortunes, nous sommes à peu près réduits à des conjectures plus ou moins vraisemblables et aux procédés de l'évaluation directe.

D'ailleurs, si l'on supposait que la statistique de 1906 fût complétée par plusieurs autres statistiques de même nature, la question n'en demeurerait pas moins insoluble. Alors même, en effet, qu'on connaîtrait le rapport existant entre les diverses valeurs constituant l'ensemble des fortunes individuelles en France, rien ne nous permettrait d'en déduire avec sécurité la courbe de répartition de ces valeurs par ordre d'importance. Connaissant par exemple la proportion du numéraire dans l'ensemble de la masse répartie, nous n'avons aucun moyen d'évaluer la façon dont ce numéraire est réparti *entre les individus*. La question de savoir comment se répartit la fortune française par catégories de bien est fort intéressante, et la statistique permet d'en avoir une idée approximative (1) ; mais les questions que nous nous sommes posées concernent les fortunes individuelles et non la fortune française *in globo*. Sans doute est-il permis de penser cependant que chaque catégorie de biens se répartit suivant une loi analogue à celle qui domine la répartition de l'ensemble des biens et que les caractères particuliers à chaque catégorie s'atténuent dans la courbe générale.

(1) Voir sur ce sujet la remarquable étude de M. Turquan déjà citée.

*
* * *

Mais, à côté des imperfections que nous venons de signaler, il est encore nécessaire de montrer le côté éminemment relatif des renseignements que nous pourrions tirer de la statistique. Ils ont certainement la valeur d'un indice précieux. Mais il ne faudrait pas s'illusionner au point d'attribuer aux résultats acquis une valeur définitive ou absolue. Il y a lieu de tenir compte du coefficient d'approximation, qui est considérable, et les statistiques successorales ne peuvent en aucune manière être considérées comme le miroir strictement fidèle de la répartition des fortunes privées.

*
* * *

En premier lieu, ces statistiques constatent seulement l'importance des fortunes des individus au moment de leur mort, plus précisément à l'instant où la déclaration de leurs héritiers à l'enregistrement est effectuée pour permettre l'évaluation des capitaux à taxer. Or, d'une part, beaucoup de personnes ayant possédé une petite fortune peuvent, au jour de leur décès, ne plus la posséder, non seulement par suite de pertes résultant de multiples causes, mais encore par suite d'actes de disposition de leur avoir, accomplis pendant leurs dernières années. Nous visons ici les rentes viagères, les donations, surtout à titre de dot, et les partages anticipés.

Le procédé de la rente viagère est fort employé par les personnes peu aisées (1) qui ne se soucient pas de laisser

(1) Un exemple tout récent a montré que ce procédé de viager n'était pas limité aux personnes peu aisées, puisqu'un multimillionnaire fameux avait placé de cette façon une partie importante de sa fortune !

quelque chose à leurs héritiers. En vendant leur bien moyennant une prestation annuelle, elles se procurent, pour le temps qu'il leur reste à vivre, des revenus très supérieurs à ceux qu'elles avaient auparavant. L'opération est d'autant plus avantageuse pour elles (en apparence du moins) qu'elles sont plus avancées en âge.

Les constitutions de dots, forme principale des donations, entraînent chaque année translation d'une masse considérable de biens, des patrimoines d'un certain nombre de générations, encore vivantes, aux patrimoines des jeunes générations.

Les partages anticipés sont d'une pratique fréquente en certaines régions. Ces partages jouissent d'un tarif fiscal de faveur, de telle sorte que les héritiers paient des droits inférieurs à ceux qui seraient réclamés sur la succession de leur auteur. Dans la plupart des cas, il n'y a plus lieu, désormais, à une déclaration de succession, puisque tout l'actif de la fortune a été transmis par la voie du partage (1).

Toutes ces fortunes ou ces portions de fortunes qui, pour ne plus appartenir aux individus au moment de leur décès, leur ont cependant appartenu pendant un temps plus ou

(1) D'après la statistique fiscale, le nombre de ces partages oscillerait entre 30 et 35 000 par an. « Le nombre des personnes décédées possédant un patrimoine se trouve ainsi réduit de 10 p. 100. Comme ces partages sont toujours consentis par des propriétaires avancés en âge, la majoration devrait presque intégralement s'appliquer aux théories au-dessus de 60 ans. Le nombre des propriétaires doit être, dans ces conditions, supérieur d'un million environ à celui obtenu en tenant compte seulement des déclarations de successions. »

(LAVERGNE et HENRY, *La richesse de la France*, p. 151-152.)

moins long de leur vie, demeurent ignorées par l'annuité successorale.

Il est manifeste qu'il résulte de là des inexactitudes dans la répartition générale telle qu'elle est indiquée par la statistique. Et cette inexactitude se retrouve dans la répartition par âges, puisque toutes les causes (rentes viagères, dots, partages anticipés) agissent d'une manière presque exclusive chez les personnes qui ont dépassé l'âge mûr.



Une seconde série de considérations relatives à la critique des documents se réfère à la valeur intrinsèque même des statistiques dont nous nous occupons.

Si ces statistiques laissent de côté, par leur propre nature, les portions des patrimoines individuels transmises ou employées en viager du vivant des possesseurs, atteignent-elles du moins toujours toutes les portions des patrimoines transmises par succession ? Il faut évidemment tenir compte ici des insuffisances de déclarations et des fraudes.

D'après la statistique de 1906, relative aux valeurs énoncées dans les déclarations, il n'aurait été déclaré de numéraire que dans 46 275 successions, sur un total de 371 051. Il n'aurait donc été trouvé de numéraire que dans une succession sur huit, ce qui est invraisemblable et révèle manifestement la réticence (1).

(1) Et aussi l'indulgence du fisc qui néglige, avec raison, la poursuite des droits là où le numéraire est d'une nécessité trop immédiate et le mobilier trop sommaire. Il faut aussi tenir compte des frais de dernière maladie, qui auront souvent réduit à rien le numéraire disponible et obligé à vendre ou à porter au Mont-de-Piété les effets mobiliers les moins indispensables.

Il en est de même au sujet du mobilier. Toutes les successions déclarées ou presque, devraient comprendre du mobilier. Cependant la statistique n'en mentionne que dans 60 p. 100 des successions !

La fraude est encore mise en évidence par ce fait qu'il n'y a eu en 1906 que 28 852 déclarations se rapportant aux rentes sur l'Etat et autres valeurs du Trésor, alors que, au 1^{er} janvier 1907, il existait 3 222 928 coupures de rentes (1).

Des constatations semblables sont faciles à faire même en ce qui concerne les déclarations d'immeubles (2).

Il y a d'ailleurs souvent absence complète de déclaration. En effet, le nombre des déclarations représente 46,23 p. 100 du nombre des décès. Il est impossible que tant de personnes ne laissent *aucun* patrimoine mobilier ou immobilier (3).

Il y a là, manifestement, des causes d'erreur dans le calcul de l'importance des fortunes individuelles.

Un projet de loi du 12 mars 1908 tend à la répression des fraudes en matière de droits de succession. Si ces dispositions sont votées, leur bienfait se fera sentir plus tard, mais les erreurs des statistiques antérieures n'en subsisteront pas moins.

Si la fraude était également pratiquée par tous les héritiers, quel que soit le montant des successions, la proportion entre les différents patrimoines ne serait point modifiée.

(1) *Journal Officiel*, Chambre des députés. Séances du 21 mai 1908 (p. 1012) et du 22 mai 1908 (p. 1031).

(2) Sur tous ces points, cf. LAVERGNE et HENRY, *loc. cit.* p. 60 et suiv.

(3) *Id.*, p. 152 et 153 ; cf. aussi CHATELAIN, *Revue politique et parlementaire*, t. LIV, p. 160 et suiv.

Voir note 1, p. 10 ci-dessus.

Mais il semble que la fraude soit surtout pratiquée par les héritiers qui recueillent de petites successions. Il en est ainsi pour diverses raisons qui tiennent à la psychologie de l'administration de l'enregistrement et surtout à la différence de composition des grandes et des petites fortunes.

D'abord, il n'est pas niable que la vigilance du fisc est d'autant plus éveillée que l'importance des successions est plus élevée. Les successions lui seront donc d'autant moins aisément soustraites qu'elles seront plus considérables.

Puis les fortunes importantes ou moyennes, se composant en général de titres nominatifs ou de titres au porteur déposés dans les banques, ne peuvent échapper à l'attention du fisc. Au contraire, les petites successions ne comprennent guère, en fait de valeurs mobilières, que des titres au porteur qui sont rarement déposés. Rien n'est alors plus commode aux héritiers que de les partager sans formalité et sans aucune déclaration. Toutefois la portée de cette considération est, dans une certaine mesure, affaiblie par la facilité qu'ont les grandes fortunes de s'évader hors de la France et de se placer à l'étranger.

*
* * *

Quoi qu'il en soit, il est, croyons-nous, permis d'affirmer que la fraude est surtout pratiquée à l'occasion des petites successions.

S'il en est ainsi, il n'y aura qu'à tenir compte de ce fait dans le calcul de la répartition des fortunes. Les petites fortunes devront être majorées. Sans doute, le chiffre de cette majoration sera bien difficile à préciser. Mais on

pourra au moins être sûr que l'inégalité entre les patrimoines individuels est un peu moins grande que ne semblent l'accuser les chiffres fournis par les statistiques de l'annuité successorale.



Enfin la critique des documents utilisés pour la recherche de la répartition des fortunes comporte une dernière observation. Les résultats fournis pour six exercices ne sont peut-être pas suffisants pour éliminer les circonstances exceptionnelles qui ont pu, pendant ce laps de temps, grossir le nombre ou l'importance des successions d'une des catégories envisagées ? En 1905, par exemple, il y a eu quelques successions très opulentes. L'usage des statistiques conduira sans doute à un résultat plus sûr lorsqu'elles porteront sur un plus grand nombre d'exercices. Il sera alors possible d'équilibrer plus parfaitement les augmentations ou les diminutions anormales constatées dans les déclarations de successions (1). Il ne faut point cependant exagérer l'importance de cette considération et l'on peut envisager dès maintenant cet équilibre comme à peu près atteint.



Au total, les statistiques des successions déclarées ne peuvent guère nous faire connaître que l'importance relative des successions les unes par rapport aux autres et la

(1) LAVERGNE et HENRY, *loc. cit.* p. 157.

Il semble, en effet, que l'avenir ne doive pas modifier de façon sensible les résultats obtenus et que chaque année amène son contingent approximatif de successions opulentes.

proportion approximative des possédants et des non-possédants.

Cette connaissance est sans doute suffisante pour nous donner une idée générale de la répartition. Mais il importe de ne point oublier que ces statistiques ne comprennent pas la totalité des fortunes privées, puisqu'elles ne s'occupent pas des transmissions entre vifs et que, d'autre part, elles contiennent en elles-mêmes (par suite des fraudes) des éléments d'erreurs.

Les résultats que nous obtiendrons avec leur aide ne devront donc pas être acceptés sans réserve. Mais nous n'en aurons pas moins une indication générale de la répartition des fortunes qui sera, sinon la réalité même, du moins le reflet légèrement déformé, mais direct, de cette réalité.

CHAPITRE II

LES DONNÉES STATISTIQUES LES MÉTHODES DE FIGURATION LES RÉSULTATS

Nous avons indiqué, au chapitre précédent, les éléments statistiques dont nous pouvons disposer :

Ce sont les tableaux des successions déclarées et classées en catégories pour chacune des années 1902, 1903, 1904, 1905 et 1907.

Nous les reproduisons ici, mais nous les utiliserons sans tenir compte de l'année 1902 où le classement en neuf catégories compliquerait inutilement nos calculs et où les inexactitudes inévitables pendant la première année d'application de la loi fausseraient en outre les résultats que nous cherchons à obtenir.

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

ANNÉE 1902

Catégories	Importance des successions		Nombre de successions par catégorie	Montant total des succ. par catég.
1 de	1 à	2.000 fr.	213.378	241.495.379
2	2.001	10.000	97.257	554.175.032
3	10.001	50.000	39.198	903.986.972
4	50.001	100.000	6.964	477.418.303
5	100.001	250.000	4.250	662.785.668
6	250.001	500.000	1.473	513.491.845
7	500.001	1 million	684	453.692.706
8	1 million	5 millions	381	714.187.548
9	au-dessus de	5 millions	27	250.892.552
Totaux :			363.612	4.772.126.005

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1903,
p. 139.)

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

ANNÉE 1903

Catégories	Importance des successions			Nombre de successions par catégorie	Montant total des succ. par catég.
1	de	1	à	500 fr.	121.558 32.981.111
2		501		2.000	105.597 136.444.987
3		2.001		10.000	102.800 508.509.857
4		10.001		50.000	41.847 903.353.842
5		50.001		100.000	7.079 487.463.396
6		100.001		250.000	4.423 687.203.062
7		250.001		500.000	1.525 525.158.460
8		500.001		1.000.000	706 498.195.626
9		1 million		2 millions	353 494.298.934
10		2		5	119 361.886.336
11		5		10	17 133.043.425
12		10		50	7 104.774.564
13		au-dessus de 50 millions			1 50.634.460
Totaux :				386.032	4.923.948.060

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1904,
p. 139.)

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

ANNÉE 1904

Catégories	Importance des successions			Nombre de successions par catégorie	Montant total des succ. par catég.
1 de	1	à	500 fr.	119.539	30.398.636
2	501		2.000	102.785	129.144.291
3	2.001		10.000	103.157	496.912.979
4	10.001		50.000	42.042	887.986.395
5	50.001		100.000	6.876	488.141.473
6	100.001		250.000	4.449	698.891.939
7	250.001		500.000	1.548	553.801.753
8	500.001		1.000.000	724	492.494.922
9	1 million	2 millions		311	449.948.854
10	2 millions	5 millions		123	350.853.423
11	5 millions	10 millions		33	230.233.821
12	10 millions	50 millions		11	214.539.944
13	au-dessus de 50 millions			3	250.457.970
Totaux :				381.601	5.273.806.400

(*Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, année 1905,
p. 157.)

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

ANNÉE 1905

Catégories	Importance des successions			Nombre de successions par catégorie	Montant total des succ. par catég.
1	de	1	à 500 fr.	116.802	29.202.974
2		501	2.000	101.710	127.689.240
3		2.001	10.000	107.733	520.228.818
4		10.001	50.000	44.056	944.048.368
5		50.001	100.000	7.118	492.986.769
6		100.001	250.000	4.638	723.135.840
7		250.001	500.000	1.619	576.962.824
8		500.001	1 million	816	565.460.475
9		1 million	2 millions	328	463.766.691
10		2 millions	5 millions	150	442.005.981
11		5 millions	10 millions	34	234.955.717
12		10 millions	50 millions	12	252.804.534
13		au-dessus de	50 millions	3	373.640.482
Totaux :				385.019	5.746.888.713

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, année 1905,
p. 143.)

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

ANNÉE 1907

Catégories		Importance des successions		Nombre desuccessions par catégorie	Montant total des succ. par catég.	
1	de	1	à	500 fr.	116.323	27.686.273
2		501		2.000	106.807	135.161.531
3		2.001		10.000	114.695	562.248.134
4		10.001		50.000	47.967	1.014.215.497
5		50.001		100.000	7.703	532.420.963
6		100.001		250.000	5.018	776.396.189
7		250.001		500.000	1.713	602.865.879
8		500.001	1	million	814	579.240.211
9		1 million	2	millions	360	501.585.516
10		2 millions	5	millions	134	389.140.686
11		5 millions	10	millions	33	234.476.609
12		10 millions	50	millions	7	106.405.851
13		au-dessus de 50 millions				
Totaux :				401.574	5.461.843.339	

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, année 1908, p. 331).

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS

D'APRÈS L'IMPORTANCE DE LEUR ACTIF NET

MOYENNES POUR 1903-1904-1905 ET 1907

Catégories	Importance des successions		Nombre desuccessions par catégorie	Montant total des succ. par catég.	
1	de	1 à	500 fr.	118.555,50	30.067.076
2		501	2.000	104.225	132.110.014
3		2.001	10.000	107.096	521.972.447
4		10.001	50.000	43.978	937.401.025
5		50.001	100.000	7.194	500.253.150
6		100.001	250.000	4.632	721.406.780
7		250.001	500.000	1.601	564.697.229
8		500.001	1 000.000	765	533.847.800
9	1	million	2 millions	338	477.400.000
10	2	millions	5 millions	131,50	385.971.808
11	5	millions	10 millions	29	208.147.390
12	10	millions à 50 millions		9,25	169.531.223
13	au-dessus	de 50 millions		" 1,75	168.683.228
Totaux :			388.556	5.351.489.170	

Ces données acquises, notre premier soin devait être d'établir par additions et divisions les nombres moyens qui figurent au tableau suivant (1).

Mais la difficulté est de rendre ces moyennes facilement compréhensibles et de figurer aux yeux l'image intuitive de la répartition des fortunes que doivent révéler les chiffres ainsi obtenus.

Les méthodes employées jusqu'ici ne semblent guère satisfaisantes à cet égard. On est bien d'accord pour reconnaître les avantages de la figuration graphique. Ce procédé est devenu un mode d'expression universel en matière de connaissances exactes. La plupart des phénomènes susceptibles d'être mesurés dans le temps ou dans l'espace sont représentables et rendus sensibles par une courbe.

La difficulté est de savoir comment devra être construite la courbe de la répartition des fortunes pour représenter de la manière à la fois la plus fidèle et la plus sensible le phénomène de la répartition ; en d'autres termes, il s'agit de savoir quelles *grandeurs* il faudra porter en abscisses et en ordonnées.



Pour étudier la courbe des revenus, Vilfredo Pareto a porté sur les axes des longueurs proportionnelles aux *loga-*

(1) Nous avons contrôlé avec soin toutes nos opérations et nous en avons vérifié l'approximation par le procédé suivant : après calcul de tous les chiffres partiels du tableau, nous avons obtenu par addition les totaux qui y figurent. Ces totaux ont ensuite été comparés aux totaux obtenus par le calcul direct du total moyen d'après les totaux des quatre années envisagées (par additions et divisions).

rithmes des quantités qui lui étaient fournies par la statistique.

Vilfredo Pareto avait à utiliser des données qui lui fournissaient seulement le nombre des revenus classés par importance.

Pour l'Angleterre, par exemple, Pareto s'est servi des statistiques suivantes :

ANGLETERRE

Importance du revenu en	Log. de X	Nombre de revenus		Log. N	
		N			
X		1843	1879-1880	1843	1879-1880
150	2,17609	106.637	320.162	5,02791	5,50537
200	2,30103	67.271	190.061	4,82783	5,27889
300	2,47712	38.901	101.616	4,58996	5,00696
400	2,60206	25.472	61.720	4,40606	4,79043
500	2,69897	18.691	45.219	4,27163	4,65532
600	2,77815	13.911	33.902	4,14336	4,53023
700	2,84510	11.239	27.008	4,05073	4,43149
800	2,90309	9.365	22.954	3,97151	4,36086
900	2,95424	7.923	19.359	3,89889	4,28688
1.000	3,00000	7.029	17.963	3,84689	4,25438
2.000	3,30103	2.801	7.611	3,44731	3,88144
3.000	3,47712	1.566	4.480	3,19479	3,65128
4.000	3,60206	1.040	3.050	3,01703	3,48430
5.000	3,69897	701	2.292	2,84572	3,36021
10.000	4,00000	208	853	2,31206	2,93095
50.000	4,69897	8	68	0,90309	1,83251

Il a calculé les logarithmes que nous reproduisons et ce sont ces logarithmes qu'il a portés sur ses axes : les logarithmes de X en abscisses et les logarithmes de N en ordonnées.

Pour les fortunes, nous avons à notre disposition une statistique plus complète puisqu'elle comprend, outre X et N, une troisième donnée, à savoir : le total des fortunes de chaque catégorie dont X, n'est lui-même qu'une simple fonction.

En effet, notre statistique se compose ainsi :

Catégories X	Nombre de successions N	Valeur des successions
1 — 500	118.555	30.067.076
501 — 2.000	104.225	132.110.014
etc.	etc.	etc.

Mais à supposer tracées les courbes qui résultent des logarithmes correspondants, auraient-elles une valeur figurative réelle ? Telle est la question que nous devons examiner ici.

*
»

Quelle est d'abord la nature précise de ces « logarithmes » que Vilfredo Pareto porte ainsi en abscisses et en ordonnées ?

Il est indispensable de définir leur valeur pour pouvoir en apprécier l'emploi. Si l'on considère deux progressions, l'une géométrique et l'autre arithmétique, on obtient deux séries de nombres dont l'une s'accroît par multiplication et l'autre par addition, par exemple :

Progression arithmétique . .	0	1	2	3	4	5	6	7	8
Progression géométrique . .	1	10	100	1.000	10.000	100.000	1.000.000	10.000.000	100.000.000

Dans ces conditions, le logarithme d'un nombre quelconque de la progression géométrique est par définition le nombre correspondant de la progression arithmétique.

Ces logarithmes jouissent de propriétés singulières au point de vue de la simplification des calculs et l'emploi que Vilfredo Pareto en a fait pour étudier la répartition des revenus et déterminer leur loi est parfaitement légitime. Mais il y a ici deux problèmes distincts. Nous voulons d'abord figurer aux yeux une image aussi exacte que possible de la répartition des fortunes. Puis nous étudierons cette répartition et nous tâcherons d'examiner si elle obéit à une loi qui la domine.

Or, autant l'emploi des logarithmes est justifié pour la recherche mathématique de cette loi, autant leur emploi fausserait l'aspect de la courbe que nous cherchons à tracer. Ceci est évident, d'ailleurs, puisque la transposition en logarithmes des nombres réels envisagés a pour effet de modifier essentiellement les rapports qui lient ces nombres entre eux.

La courbe que nous cherchons à tracer est destinée à rendre compte des rapports d'inégalités réelles qui existent entre les grandes et les petites fortunes et, dans ce but, si nous avons à comparer une fortune de 100 000 000 de francs à une fortune de 10 000 francs, nous devons avoir pour figurer graphiquement 100 000 000 une longueur égale à 10 000 fois la longueur adoptée pour représenter 10 000. Or, prenons les logarithmes de ces deux nombres et les longueurs comparées vont être entre elles comme 4 est à 8. Au lieu de porter sur notre courbe *1 millimètre* et *10 mètres*, nous aurons seulement (à la même échelle) 1 millimètre et 2 millimètres !

L'interprétation logarithmique a donc sur la courbe *réelle* le même effet qu'ont certains miroirs sur les images qui s'y reflètent ; elle la déforme suivant une certaine loi, et cette déformation n'est pas, nous venons de le voir, une simple réduction d'échelle, la nature même des rapports qui lient entre eux les éléments de la figure en est complètement changée.

De là résulte d'ailleurs une des utilités principales qui justifient l'emploi qu'a fait Pareto de la courbe logarithmique. En effet, comme la courbe logarithmique déforme la courbe réelle suivant une loi connue, certaines formes connues de la courbe déformée vont correspondre à certaines formes de la courbe réelle et il sera dans certains cas plus facile de reconnaître la nature mathématique de la courbe réelle en la transposant en logarithme.

Ainsi, quand la courbe logarithmique est une droite, cela veut dire que la courbe réelle est une figure géométrique qui obéit à une loi constante dont l'expression mathématique peut être connue, cela signifiera par exemple que la courbe réelle est une hyperbole ou s'en rapproche.

Or, s'il est infiniment simple de vérifier si une ligne est droite, il est infiniment compliqué de vérifier si une courbe est bien hyperbolique. D'où l'emploi qu'a fait Pareto de la courbe logarithmique pour étudier la répartition des revenus et l'emploi que nous en ferons nous-même plus loin. Mais, pour représenter graphiquement le phénomène que nous étudions, il ne pouvait évidemment être question d'avoir recours à ce procédé.

* * *

Dans un article publié en 1907 dans la *Revue politique et*

parlementaire, M. Chatelain a proposé, pour la figuration graphique des résultats statistiques de l'année 1905, une méthode qui consiste à porter sur une droite, à partir d'une origine, des longueurs proportionnelles *aux nombres des successions* supérieures à un montant donné et sur une droite perpendiculaire des longueurs proportionnelles *aux montants successifs* et non plus à leurs logarithmes.

En effet, il semble graphiquement préférable et il est certainement plus représentatif de porter en abscisses et en ordonnées les grandeurs réelles réduites à une échelle convenable.

Mais c'est précisément l'adoption de l'échelle qui nous paraît ici contestable.

M. Chatelain adopte pour tracer sa courbe un millimètre pour chaque quantité de 500 successions et un millimètre pour représenter 10 000 francs. Il obtient ainsi en ordonnée une longueur de 5 mètres pour représenter les successions de 50 000 000 ($10\,000 \times 5\,000 = 50\,000\,000$) et au-dessus et en abscisse une longueur de $0^m,77$ pour représenter toutes les successions taxées. C'est cette courbe que nous avons réduite pour la représenter sur la figure 1.

Mais cette courbe est entièrement arbitraire et il serait prématuré d'en conclure avec l'auteur que l'extrême disproportion entre la longueur des ordonnées (5 mètres) et la longueur des abscisses ($0^m,77$) est par elle-même un indice frappant de l'extrême inégalité de la répartition.

En effet, si nous reprenons le raisonnement de l'auteur et si nous adoptons pour des motifs très légitimes d'ailleurs d'autres unités que lui, l'aspect de la courbe se trouve modifié ou même inversé.

Nous dirons par exemple comme M. Chatelain que :



Fig. 1.

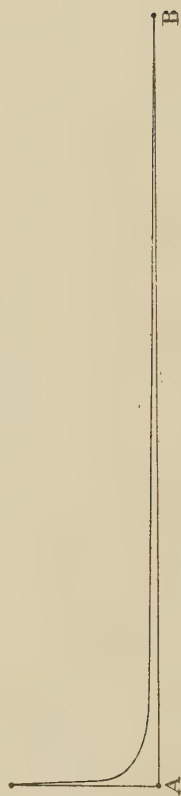


Fig. 2.

AB = 1/20 de l'Abscisse totale.

pour avoir une courbe qui parle aux yeux, il faut adopter une échelle telle que les nombres intéressants soient représentés par des longueurs perceptibles à l'œil, et nous choisirons 1 millimètre pour chaque succession et 1 millimètre pour 15 000 francs, valeur approximative de la succession moyenne. Dans ces conditions, il vient 3 mètres 333 ^m/_m pour l'ordonnée maxima, mais il faut porter 385 mètres en abscisse ! Et l'on a la figure 2, qui est tracée à la même échelle que la figure 1 et où la partie A B n'est encore que la vingtième partie de l'abscisse qu'il faudrait porter sur l'axe horizontal à l'échelle adoptée !

Or, les chiffres que nous avons pris pour base sont, croyons-nous, beaucoup plus défendables que ceux choisis par M. Chatelain.

Il faut donc trouver une autre méthode qui soit moins arbitraire et moins personnelle que celle qui peut donner des résultats aussi divergents.



La statistique nous donne :

1° 13 catégories arbitrairement choisies par mesure législative ;

2° Le nombre de successions de chaque catégorie ;

3° Les sommes correspondantes au nombre de successions reconnues dans chaque catégorie.

M. Chatelain utilise pour tracer sa courbe les catégories et le nombre de successions de chaque catégorie et, ce faisant, il introduit dans la courbe, à côté du nombre des successions, un élément arbitraire : les catégories, alors que la statistique permet d'utiliser directement le second

élément réel nécessaire, à savoir les sommes déclarées.

Sans doute Pareto a utilisé les catégories pour étudier la répartition des revenus, mais il ne l'a fait que faute d'autre élément disponible et M. Chatelain n'avait pas la même raison majeure d'impossibilité matérielle pour utiliser ce procédé.

Il y a peu de différence, il est vrai, entre les deux éléments, puisque les sommes déclarées ne sont au total que le produit du nombre de successions déclarées dans chaque catégorie par le montant de la succession *moyenne* correspondant à cette catégorie, mais il est cependant évident que la surface déterminée par une courbe tracée suivant la méthode de M. Chatelain aura une surface totale qui correspondra mal au montant total des fortunes reconnues par le fisc.

En effet, d'une part, la succession moyenne dans les catégories est en général très inférieure à ce que l'on pourrait penser et seul le montant déclaré dans chaque catégorie et l'utilisation de la moyenne correspondante permettent de déterminer l'allure de la courbe entre deux points connus.

D'autre part, la courbe arrêtée à 50 000 000 est inexacte puisque, en fait, la fortune moyenne correspondante à cette catégorie est de près de 100 000 000 de francs.



Dans ces conditions, nous avons été amené à chercher une méthode différente des précédentes et qui pût leur être préférable.

Nous avons donné déjà les raisons qui déterminent les

grandeurs à porter en abscisse et en ordonnées et qui nous ont fait choisir, en effet, d'une part, le montant des sommes transmises dans chaque catégorie et, d'autre part, le nombre des succédants dans la catégorie correspondante. L'ordonnée maxima correspond ainsi au total de l'annuité successorale moyenne, tandis que la longueur portée en abscisse est proportionnelle au nombre moyen des successions annuelles.

La question de l'échelle à adopter, c'est-à-dire du rapport qui liera les grandeurs réelles à représenter aux longueurs représentatives, effectivement portées en abscisse et en ordonnées, est assez délicate à résoudre. Il faut en effet que cette échelle soit aussi indépendante que possible des éléments contingents susceptibles de varier plus ou moins rapidement dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, pour que la répartition soit comparable de pays à pays.

Dans le temps, pour que la répartition soit comparable à l'avenir d'une époque à une autre.

Or, si nous employions des longueurs simplement proportionnelles aux quantités fournies par la statistique et proportionnelles entre elles, voici ce que nous obtiendrions dans chacun de ces cas :

Dans l'espace, nous aurions à comparer par exemple la répartition en France et en Italie. Dans cette espèce, le procédé des catégories ne vaudrait rien puisqu'elles ne coïncident point dans les deux pays.

Supposons que nous tracions les deux courbes à comparer en adoptant une longueur x pour chaque succession et une longueur y pour chaque franc ou lire de l'annuité successorale envisagée, nous allons obtenir deux

courbes qui n'auront aucun point commun et que, par



FIG. 3.

conséquent, il sera fort difficile de comparer (fig. 3).

Dans le temps, nous aurons à comparer par exemple la

répartition des fortunes en France en 1903-1907 avec la répartition en 1913-1917.

Admettons dans ce cas l'hypothèse suivante : le nombre



FIG. 3 bis.

moyen des successions sera resté sensiblement le même, tandis que la somme moyenne répartie se sera accrue de 500 millions.

Dans ces conditions, les deux courbes — arbitrairement choisies — seront par exemple celles de la figure 3 *bis* et il sera extrêmement difficile d'y percevoir les changements de répartition survenus et de les juger.

En effet, la variation de la fortune moyenne au décès nous renseignera bien, jusqu'à un certain point, sur les variations et la progression de la richesse privée dans le pays. Mais le problème sera de savoir comment la répartition de *cette richesse totale plus grande* aura varié avec le temps.

La répartition dans le cas où chacun posséderait une part de fortune rigoureusement égale s'exprime graphiquement par une droite unissant le point terminal des ordonnées au point terminal des abscisses, et l'inégalité plus ou moins grande de la répartition des fortunes se constate en examinant si la courbe qui représente cette répartition s'éloigne ou se rapproche plus ou moins de cette droite. Dans le temps, la comparaison de deux ou plusieurs courbes relatives au même pays doit permettre de déterminer si la courbe la plus récente accentue la concentration des capitaux en quelques mains ou si, au contraire, elle exprime (en se rapprochant insensiblement de la droite) une tendance réelle à la moindre inégalité des conditions sociales ?

Or, si les courbes à comparer n'ont ni même origine, ni même point d'arrivée, la comparaison devient infiniment difficile à faire, sans de délicats calculs. En tout cas, il est impossible de la rendre immédiatement sensible aux yeux et cet avantage propre de la méthode graphique est entièrement perdu.

La discussion qui précède porte en elle-même sa conclusion. Nous venons de voir que, pour être logiquement cons-

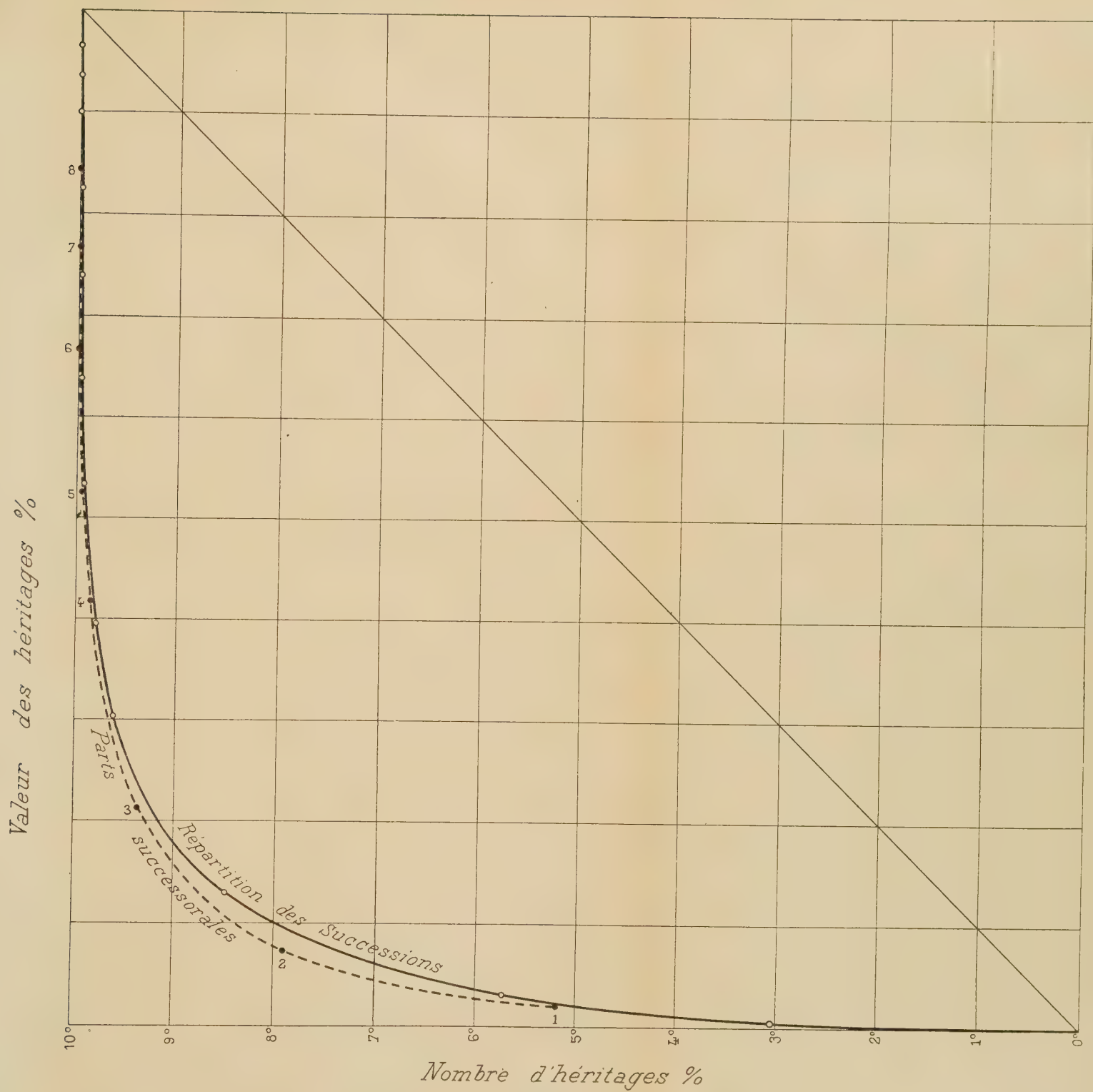


FIG. 4

truite et pratiquement utilisable, il fallait porter en abscisse des longueurs proportionnelles au nombre des successions et, en ordonnées, des longueurs proportionnelles aux sommes enregistrées, mais que ces longueurs ne devaient pas être proportionnées entre elles chacune à chacune, dans l'espace ou dans le temps, sous peine de cesser de donner des résultats comparables par la méthode graphique.

Nous avons vu en outre qu'il fallait que les courbes comparées aient même origine et même point d'arrivée. La seule solution possible dans ces conditions est de rendre chacune des grandeurs à comparer proportionnelles à une grandeur constante qui serve d'étalon et c'est ce que nous avons fait en adoptant, par raison de tradition et de simplicité, l'échelle centésimale.

La méthode employée consiste ici à considérer le nombre total des successions d'une part, l'annuité successorale totale d'autre part, comme chacun égal à 100 (ou à 1 000, ou à 10 000) et à évaluer le pourcentage représenté dans l'ensemble par chacune des catégories de la statistique.

Le tableau ci-contre donne les résultats ainsi obtenus qu'il est ensuite très simple de traduire en une courbe en déterminant les quatorze points qui correspondent aux treize catégories connues et en les reliant par une courbe dont nous avons corrigé le tracé en tenant compte de la fortune moyenne dans chaque catégorie (tableau ci-contre). C'est cette courbe que représente la figure 4 (courbe en trait plein).

LES FORTUNES MOYENNES PAR CATÉGORIE

	Catégorie		Fortunes moyennes réelles
1 de	1 à	500 fr.	253 fr. 60
2	501 à	2.000	1.267 fr. 50
3	2.001 à	10.000	4.888 fr. 30
4	10.001 à	50.000	21.315 fr. 20
5	50.001 à	100.000	69.537 fr. 50
6	100.001 à	250.000	155.743 fr. 90
7	250.001 à	500.000	352.715 fr. 30
8	500.001 à	1.000.000	696.533 fr. 00
9	1.000.001 à	2.000.000	1.382.849 fr. 10
10	2.000.001 à	5.000.000	2.935.298 fr. 90
11	5.000.001 à	10.000.000	7.177.496 fr. 20
12	10.000.001 à	50.000.000	18.327.699 fr. 70
13	50.000.001 et au delà		96.390.416 fr. 00
Fortune moyenne toutes catégories :			13.772 fr. 70

CLASSEMENT DES SUCCESSIONS MOYENNES

DE 1903-1904-1905 ET 1907

RÉPARTITION CENTÉSIMALE

Catégorie	Importance des successions		Nombre de successions par catégories	en 0/0 de l'ensemble	Montant total des successions par catégories	en 0/0 du montant global
1	de	1 à	500	30,51	30.067.076	0,58
2		501 »	2.000	26,86	132.110.014	2,46
3		2.001 »	10.000	27,56	521.972.447	9,76
4		10.001 »	50.000	11,31	937.401.025	17,52
5		50.001 »	100.000	1,85	500.253.150	9,35
6		100.001 »	250.000	1,19	721.406.780	13,48
7		250.001 »	500.000	0,41	564.697.229	10,56
8		500.001 »	1 million	0,19	533.847.800	9,97
9		1 million »	2 millions	0,09	477.400.000	8,12
10		2 millions »	5 millions	0,029	385.971.808	7,20
11		5 millions »	10 millions	, , , , ,	208.147.390	3,88
12		10 millions »	50 millions	, , , , ,	169.531.223	3,17
13		au-dessus de 50 millions	1,75	, , , , ,	168.683.228	3,15
Totaux :				100	5.351.489.170	100,00

Mais cette courbe ainsi tracée, quelle en est la valeur comme représentation de la réalité? C'est ce qu'il faut envisager maintenant en examinant les corrections et les modifications qu'il peut y avoir lieu d'y apporter.



Au point de vue d'abord des valeurs portées en ordonnées, nous avons montré déjà comment les résultats fournis par les statistiques sont donnés en dehors des transmissions entre vifs d'une certaine quantité de biens par voie de donations ou de partages anticipés. Nous savons aussi que ces résultats sont établis, abstraction faite des fraudes et des absences de déclarations. La masse totale apparaît donc comme sensiblement diminuée par ces diverses causes. Et une majoration correspondante serait nécessaire pour en atteindre le chiffre réel.

Mais il se trouve heureusement que cette masse totale n'est pas ce qui nous intéresse ici, car il est évident que si les causes de diminution ont porté en égale proportion sur toutes les catégories, l'aspect général de la courbe construite par la méthode centésimale ne sera pas changé, puisque les rapports utilisés seront restés les mêmes.

Or, il est bien certain que jusqu'à un certain point les fraudes doivent se compenser. D'autre part, les donations ont dans les catégories moyennes et élevées un rôle analogue à celui des partages anticipés dans les catégories plus modestes. Cependant, il semble bien qu'ici, comme d'ailleurs pour les absences de déclaration, il y ait lieu (même en tenant compte de la compensation proportionnelle entre catégories) à une correction portant essentiel-

lement sur la valeur relative à attribuer aux catégories inférieures à 2 000 francs. Nous verrons plus loin à en apprécier l'importance.

Mais auparavant, il nous paraît nécessaire d'examiner les éléments qui sont à considérer au point de vue des corrections à porter en abscisse au nombre des participants.

La courbe que nous avons dressée figure la répartition entre ceux qui possèdent au moment de leur décès, mais il y a une quantité considérable de personnes qui décèdent et ne possèdent point et pour avoir une idée de la répartition, il faut évidemment en tenir compte, et corriger à ce point de vue la courbe primitive.



Donc, nous avons deux corrections à faire et il s'agit maintenant d'évaluer leur importance, ce qui ne laisse point d'être assez délicat.

La première correction consiste à augmenter la part de valeur attribuée aux successions inférieures à 2 000 francs. Mais celles-ci ne représentent ensemble que 3,04 p. 100 de l'ensemble et une majoration même importante de ce pourcentage ne modifierait pas sensiblement l'aspect de la courbe ; une majoration de 50 p. 100 pour les premières catégories représente moins de 1,5 p. 100 d'erreur sur l'ensemble. Faute d'éléments d'appréciation, il nous a paru préférable de ne point toucher à la courbe, d'autant plus que la correction serait exagérée, puisque nous devons tenir compte à la fois de plus de valeur, mais aussi de plus de participants.

Dans ces conditions, nous avons tracé la courbe A'C (fig. 5)

dont la partie A'B est la reproduction de la courbe déjà donnée (fig. 4), puis, à partir de A jusqu'en C, nous avons porté une longueur proportionnelle au nombre total moyen des décédés annuels. Nous avons ainsi une courbe où figurent tous les décédés :

A B représente alors les propriétaires et l'inégalité de la répartition entre eux, B C les non propriétaires et leur égalitaire dénuement.

Mais cette courbe est encore insuffisante et nous l'avons corrigée de la façon suivante :

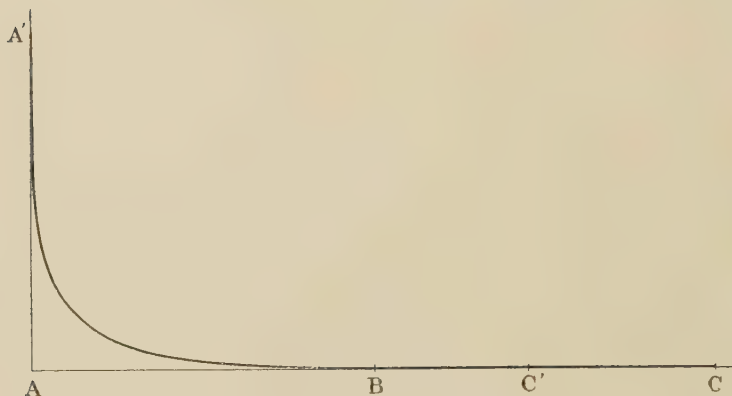


FIG. 5

D'abord, nous avons calculé le nombre des décédés qui meurent avant vingt-cinq ans, c'est-à-dire avant d'avoir pu soit hériter, soit acquérir. Nous avons corrigé ce nombre en tenant compte de la statistique de 1906 qui indique la très faible proportion de possédants parmi les mineurs de vingt-cinq ans et nous avons obtenu ainsi le point C' qui est ainsi

le point terminal réel de la courbe (le reste étant éliminé de l'étude d'une répartition à laquelle il ne pouvait prendre part). Nous avons ensuite considéré que la correction à porter *en valeur* devait surtout porter sur la portion B C' où comptent toutes les successions non relevées par le fisc à cause de leur minime importance. Cette correction, nous ne l'avons d'ailleurs pas figurée, car il est incontestable qu'elle est extrêmement faible.

Des gens qui, à leur décès, possèdent moins de 100 ou 200 francs sont, en fait, de bien petits participants aux 5 351 millions de l'annuité et s'il ne serait pas sans intérêt

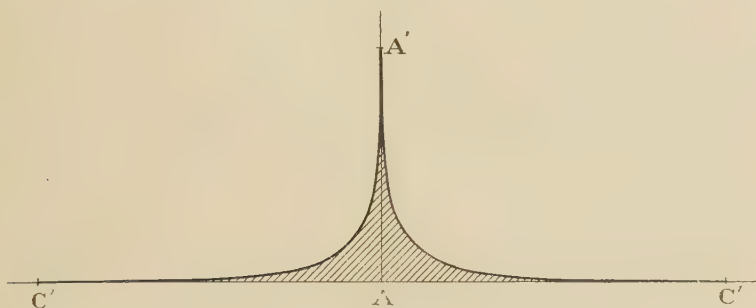


FIG. 6

de savoir où commence (entre B et C') la ligne des *indigents*, il n'en est pas moins vrai qu'à partir de B et bien avant même nous sommes déjà chez les pauvres.

*
* *

Quelle est l'idée qui se dégage en somme de cette courbe ? Evidemment et tout d'abord, la forme qu'elle affecte s'éloigne assez nettement de la pyramide et si elle rappe-

lait quelque chose, ce serait plutôt l'oignon de tulipe (1) ou la toupie renversée (2) de Lucien Marck. C'est ce que montre la figure 6, qui résulte du simple doublement symétrique de la courbe obtenue.

Il est indispensable de reprendre maintenant l'analyse des résultats obtenus et de rechercher à quel point est poussée l'inégalité qu'expriment les figures que nous avons tracées en leur donnant, cette fois, une forme numérique.

En ne tenant compte d'abord que de la répartition parmi les possédants, voici les résultats qui découlent du tableau de la page 18 *bis* :

Pour les fortunes inférieures à 2.000 francs, 57,37 p. 100 des possédants, $\frac{222\ 780,50}{388\ 556,00}$ se partagent 3,04 p. 100 des sommes possédées $\frac{162\ 177\ 090}{5\ 351\ 489\ 170}$.

En englobant les fortunes inférieures à 10 000 francs, les toutes petites fortunes par conséquent, on constate que

84,93 p. 100 des propriétaires décédés $\frac{329\ 876,50}{388\ 556,00}$ ne lais-

sent que 12,80 p. 100 des sommes relevées $\frac{684\ 149\ 530}{5\ 351\ 489\ 170}$

Au-dessous de 50.000 francs sont groupés 96,24 p. 100 des

(1) OTTO AMNON, *L'ordre social et ses bases naturelles*, 1900.

(2) LUCIEN MARCK, *Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1902.

propriétaires $\frac{373\ 854,50}{388\ 556}$ qui ne possèdent ensemble que

30,32 p. 100 de l'annuité $\frac{1\ 621\ 550\ 555}{5\ 351\ 489\ 170}$ tandis que

3,76 p. 100 des propriétaires défunts représentant 14 673 personnes (14 673,50) possèdent à eux seuls près des 70 p. 100 des sommes relevées (69,68 p. 100) représentant l'énorme somme totale de 3 729 938 515 francs.

Enfin, 32 individus, représentant bien moins de 1:10 000 des participants, se partagent à eux seuls plus du *dixième* de la masse répartie !

Si nous tenons compte maintenant des corrections du graphique de la figure 5, ces chiffres si extrêmes vont s'exagérer davantage et l'inégalité sociale va se révéler plus formidable encore. En effet, même après élimination des mineurs de vingt-cinq ans, on trouve, en tenant compte, non plus seulement des propriétaires, mais de tous ceux qui normalement, à leur décès, pourraient et devraient être des participants aux richesses de la société dont ils font partie, les proportions suivantes :

Les 14 673 personnes qui possèdent des fortunes supérieures à 50 000 francs représentent seulement 2,70 p. 100 de l'ensemble de ceux qui seraient, par leur âge (plus de vingt-cinq ans), en état de participer à la répartition et possèdent ensemble *plus des deux tiers* de l'annuité totale.

Les personnes possédant des fortunes supérieures à 5 000 000 représentent 1:18 000 des décédés majeurs de 25 ans et possèdent *1:10 de l'annuité totale* !

Ainsi se révèlent successivement par la forme suraiguë de la courbe à base trop élargie que nous avons tracée, et par les rapports numériques qui lui correspondent, la for-

midable inégalité qui domine dans la société française contemporaine, la répartition de l'annuité successorale entre les défunts.



Mais cette répartition, telle que nous venons de l'étudier, est celle qui prévaut dans la masse des *décédés* majeurs de 25 ans. Il nous reste à examiner ici dans quelle mesure les graphiques représentatifs et les chiffres obtenus correspondent à la répartition des fortunes dans la *masse vivante* de la population française âgée de plus de 25 ans.

A ce point de vue, deux questions se posent auxquelles nous allons chercher à répondre :

1° Répartition entre propriétaires.

2° Répartition entre propriétaires et non propriétaires.

En ce qui concerne d'abord la répartition entre propriétaires, la question est de savoir si les rapports d'inégalité qui existent entre les biens des Français de la fournée qui décède chaque année en possession de capitaux taxés par le fisc sont les mêmes que ceux qui existent entre les biens de ceux qui continuent à vivre ?

La réponse est délicate à formuler, car il est difficile de la baser objectivement sur des preuves convaincantes et il faut se contenter ici de conjectures plus ou moins justifiées et plus ou moins incertaines.

Cependant, en tenant compte des considérations suivantes, il semble possible d'arriver à une conclusion assez probable.

La possession des capitaux est de moins en moins, dans

la société moderne, le résultat des œuvres directes de l'individu ; la grosse masse des fortunes se constitue par accumulation d'héritités. Or, de ce point de vue, *le rapport* d'inégalité doit, à première vue, être sensiblement le même entre les propriétaires qui succèdent et entre les propriétaires qui meurent.

Sensiblement, car si nous considérons 100 successions échelonnées de 250 francs pour la plus petite à 1 000 000 pour la plus grosse, et 200 héritiers se partageant ces successions à raison de 2 héritiers par succession, les deux héritiers les moins favorisés recevront chacun 125 francs

et les plus favorisés chacun 500 000 francs ou $\frac{250}{1\ 000\ 000} = \frac{125}{500\ 000}$, le rapport d'inégalité n'aurait pas changé.

Cependant, en tenant compte :

1° De la tendance des toutes petites fortunes à se plus disperser que les moyennes et les grandes (natalité plus forte) ;

2° De l'action des legs multiples de certains testaments, on est amené à penser que, malgré l'action d'ailleurs très faible des droits progressifs, il doit exister par rapport aux défunts une légère tendance à l'augmentation de l'inégalité parmi les succédants. C'est ce que révèle jusqu'à l'évidence les courbes de la figure 4 où nous avons tracé à la même échelle la courbe des successions et celle des parts recueillies par les héritiers, et où celle-ci passe nettement en dessous de l'autre (1).

(1) Les tableaux ci-contre donnent les éléments de ce calcul qui a été effectué de façon identique à celui effectué pour les successions.

PARTS SUCCESSORALES

1903

Catégorie	Importance des parts		Nombre des parts	Importance des parts francs	Proportion des parts de chaque catégorie	
					En nombre 0/0	En valeur 0/0
1	de	1 à	501 fr.	543,603	101.949.245	54,841
2		501 »	2.000	260.848	283.177.661	26,315
3		2.001 »	10.000	133.037	689.200.544	13,421
4		10.001 »	50.000	40.078	1.035.762.048	4,043
5		50.001 »	100.000	7.220	560.539.708	0,728
6		100.001 »	500.000	4.293	707.631.033	0,423
7		250.001 »	500.000	1.335	499.226.286	0,135
8		500.001 »	1 million	571	387.485.004	0,058
9	1 million	» 2 millions	274	320.694.459	0,028	6,53
10	2 millions	» 5 millions	67	212.539.018	0,007	4,33
11	5 millions	» 10 millions	10	65.531.403	0,001	1,33
12	10 millions	» 50 millions	3	49.355.705	»	1
13	au-dessus de	50 millions				
Totaux :				991.239	4.913.092.114	100,000
						100,00

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1904, p. 141.)

PARTS SUCCESSORALES

1904

Catégorie	Importance des parts		Nombre des parts	Importance des parts francs	Proportion des parts de chaque catégorie	
					En nombre 0/0	En valeur 0/0
1 de	1 à	500 fr.	548.861	97.611.062	54,273	1,86
2	501	2.000	243.824	272.101.337	24,110	5,19
3	2.001	10.000	153.467	703.259.074	15,175	13,41
4	10.001	50.000	49.681	1.055.146.976	4,913	20,12
5	50.001	100.000	8.110	536.618.542	0,802	10,23
6	100.001	250.000	5.045	742.874.275	0,499	14,16
7	250.001	500.000	1.479	516.950.140	0,146	9,86
8	500.001	1 million	514	355.082.197	0,051	6,77
9	1 million	2 millions	202	278.571.650	0,020	5,31
10	2 millions	5 millions	87	260.594.838	0,008	4,97
11	5 millions	10 millions	21	151.548.284	0,002	2,89
12	10 millions	50 millions	13	192.923.922	0,001	3,68
13	au-dessus de	50 millions	1	81.296.038	»	1,55
Totaux :				1.011.305	100,000	100,00

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, année 1905, p. 171.)

PARTS SUCCESSORALES

1905

Catégories	Importance des parts		Nombre des parts	Importance des parts francs	Proportion des parts de chaque catégorie	
					En nombre 0/0	En valeur 0/0
1 de	1 à	500 fr.	561.440	101.535.718	53,600	1,78
2 »	501 »	2.000 »	251.876	279.848.548	24,046	4,92
3 »	2.001 »	10.000 »	164.260	733.937.784	15,682	12,89
4 »	10.001 »	50.000 »	53.662	1.104.221.188	5,123	19,40
5 »	50.001 »	100.000 »	8.565	589.399.118	0,818	10,36
6 »	100.001 »	250.000 »	5.148	780.121.247	0,491	13,71
7 »	250.001 »	500.000 »	1.568	559.628.243	0,150	9,83
8 »	500.001 »	1 million »	620	438.120.240	0,059	7,70
9 »	1 million »	2 millions »	224	330.585.240	0,021	5,81
10 »	2 millions »	5 millions »	84	244.749.420	0,008	4,30
11 »	5 millions »	10 millions »	10	66.794.779	0,001	1,17
12 »	10 millions »	50 millions »	9	147.780.342	0,001	2,60
13 »	au-dessus de 50 millions »		5	315.016.384	»	5,53
Totaux :				5.691.738.251	100	100
				1.047.471	100	100

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, année 1906, p. 157.)

PARTS SUCCESSORALES

1907

Catégorie	Importance des parts		Nombre des parts	Importance des parts francs	Proportion des parts de	
					chaque catégorie	
					En nombre 0/0	En valeur 0/0
1	de	1 à	500 fr.	606.065	111.728.211	53,914
2		501	2.000	272.436	304.229.841	2,06
3		2.001	10.000	172.042	798.884.437	24,235
4		10.001	50.000	56.430	1.181.532.663	15,305
5		50.001	100.000	9.011	608.641.512	5,020
6		100.001	250.000	5.378	802.942.211	21,72
7		250.001	500.000	1.766	573.111.349	11,19
8		500.001	1 million	675	431.094.157	0,478
9		1 million	2 millions	231	314.348.078	10,53
10		2 millions	5 millions	80	236.461.995	0,060
11		5 millions	10 millions	12	77.239.707	0,020
12		10 millions	50 millions	»	743.945	0,007
13		au-dessus de 50 millions	»	»	2.700	0,001
Totaux :				1.124.126	5.440.960.806	»
					100,000	1,42
					100,00	»

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1908, p. 345.)

PARTS SUCCESSORALES MOYENNES

DE 1903-1904-1905 ET 1907

Catégorie	Importance des parts		Proportion des parts de chaque catégorie	
			En nombre 0/0	En valeur 0/0
1 de	1 à	501 fr.	54.157	1,94
2	501	2.000	24.676	5,36
3	2.001	10.000	14.896	13,75
4	10.001	50.000	4.775	20,58
5	50.001	100.000	787	10,79
6	100.001	250.000	473	14,26
7	250.001	500.000	147	10,09
8	500.001	1 million	57	7,57
9	1 million	2 millions	22	5,86
10	2 millions	5 millions	7	4,49
11	5 millions	10 millions	1	1,70
12	10 millions	50 millions	»	1,82
13	au-dessus de	50 millions	»	1,77
Totaux			999.98	99,98

Cette différence déjà ne serait point négligeable, mais il y a autre chose encore de bien plus important, la masse des vivants ne se compose point par catégories d'âges, de la même façon que la masse des morts, et c'est là un fait qui entraîne d'importantes conséquences.

Les jeunes générations ont, du fait des successions qu'elles recueillent, une répartition à laquelle correspond, comme nous venons de le voir, un rapport d'inégalité un peu plus élevé que celui des générations plus âgées. Mais, en valeur absolue, l'importance des fortunes que détient chaque génération croît normalement avec l'âge.

En effet, toutes les causes d'augmentation de fortune sont une fonction de l'âge. Avant 40 ans, il est rare qu'un individu ait réuni les successions qui normalement doivent lui échoir. De même, les possibilités d'épargne personnelle n'existent guère avant que l'individu ait atteint un certain âge, qui est souvent assez élevé, et auquel correspondent des capacités et une expérience plus mûries, s'il s'agit d'activité commerciale et industrielle, un avancement et des appointements plus considérables, s'il s'agit d'emplois ou de fonctions.

Mais si, avec un rapport d'inégalité que nous pouvons supposer sensiblement égal à l'intérieur des générations successives, nous avons aux divers âges des fortunes réparties ayant une importance absolue proportionnelle à l'âge, il en résulte immédiatement que, si les générations successives participent différemment à la composition de la masse des morts et de la masse des vivants, le rapport d'inégalité correspondant à la masse des propriétaires morts sera différent de celui qui correspond à la masse des propriétaires vivants.

En effet, si dans tel cas le rôle des générations jeunes est plus important par rapport à celui des générations plus âgées, il va en résulter que la proportion entre petites, moyennes et grosses fortunes va se trouver changée. L'apport des générations jeunes et moins riches exagérera le rôle des petites et des moyennes fortunes par rapport aux grosses et la courbe correspondante révélera, en se rapprochant des axes, une inégalité plus grande entre propriétaires.

Si, au contraire, le rôle des générations âgées domine, l'inégalité entre propriétaires apparaîtra moins grande, beaucoup de fortunes moyennes ou grandes se comparant à un nombre moindre de petites.

Or, la population française se répartit sensiblement de la façon suivante :

0 à 25 ans	42,9 %
25 » 40 »	22,2 %
40 » 50 »	12,2 %
50 » 60 »	10,3 %
60 » 70 »	7,6 %
70 » 80 »	3,9 %
80 et au delà	0,9 %

tandis que les décès se répartissent sensiblement de la façon suivante :

0 à 25 ans	28,1 %
25 » 40 »	8,9 %
40 » 50 »	7,5 %
50 » 60 »	9,9 %
60 » 70 »	15,6 %
70 » 80 »	19,2 %
80 et au delà	10,8 %
	100,00

Le simple examen de ces deux tableaux est suffisamment clair.

Nous croyons donc pouvoir conclure que le régime de répartition entre propriétaires représenté par la courbe et les chiffres que nous avons donnés est un terme moyen entre la répartition plus inégale qui existe dans la masse des propriétaires *de tous âges* rencontrés dans *l'ensemble* de la population française et la répartition plus égale qui existe entre propriétaires de même âge ou à peu près rencontrés dans une même génération.

Peut-être, un jour, des statistiques successorales plus complètes permettront-elles de vérifier ces conclusions et d'établir à côté du tracé que nous avons établi les courbes de moindre et de plus grande inégalité qui doivent exister.



La répartition entre propriétaires et non propriétaires est beaucoup plus facile à étudier, car la statistique par âges donne à ce sujet des indications qu'il est facile d'utiliser.

Malheureusement, les résultats présentent un coefficient d'approximation assez élevé qu'il est impossible de corriger par l'emploi de moyennes portant sur un certain nombre d'années, puisque la statistique de 1906 est jusqu'ici seule de son espèce.

Voici comment s'opèrent les calculs : le nombre des vivants de chaque catégorie d'âge (colonne 1) est divisé par le nombre des décès de la même catégorie (colonne 2) et le quotient résultant (colonne 3) sert à multiplier le nombre des décès successoraux dans la même catégorie

LES PROPRIÉTAIRES VIVANTS

Âges.	Total des vivants. (1)	Total des décès. (2)	Quotient. (3)	Nombre des décès successoraux.		Nombre des propriétaires. (5)	°/o (5 bis)
				(4)	(4 bis)		
de 0 à 25 ans	16.455.389	220.632	74,5	14.052	6,3	1.046.874	6,3
de 25 à 40 ans	8.454.624	69.628	121,4	31.942	45,8	3.877.758	45,8
de 40 à 50 ans	4.689.642	58.542	80,1	36.261	61,9	2.904.506	61,9
de 50 à 60 ans	3.965.684	76.692	51,7	56.707	73,9	2.931.752	73,9
de 60 à 70 ans	2.900.002	121.227	23,9	85.712	70,7	2.048.517	70,7
de 70 à 80 ans	1.518.381	149.119	10,2	89.560	60	913.512	60
80 ans et au delà	350.055	84.356	4,1	42.076	49,8	172.511	49,8
Totaux	38.333.817	780.196	49,13	356.310	45,68	13.895.430	36,25

Au-dessus de 25 ans, on trouve 12.848.556 propriétaires pour 21.878.428 personnes vivantes, soit 58,72 %

(colonne 4). Le résultat obtenu indique (colonne 5) le nombre des propriétaires parmi les vivants. La colonne 4 *bis* indique le pourcentage de décès successoraux par rapport aux décès totaux ; la colonne 5 *bis* le pourcentage des propriétaires vivants par rapport au nombre total des vivants de chaque âge.

Ainsi, le nombre des propriétaires de tous âges ne représente que 36,25 p. 100 de la totalité des vivants (13 895 430/38 333 817). Si nous éliminons, pour les raisons déjà données, la catégorie des personnes âgées de moins de 25 ans, il vient au contraire 12 848 556 propriétaires par rapport à 21 878 428 vivants, c'est-à-dire une proportion assez élevée de 58,72 p. 100. Enfin, il est bon de rappeler qu'entre 50 et 60 ans, 74 p. 100 des Français seraient propriétaires.

Il ne faut point toutefois se réjouir outre mesure de cette proportion, en oubliant ici ce que nous a révélé la première partie de ce chapitre, à savoir : que le titre de propriétaire s'applique aussi bien aux plus fortunés qu'à ceux qui ne possèdent presque rien et que la plupart de ces « propriétaires » ne sont, en somme, guère mieux que... des pauvres.

CHAPITRE III

LA LOI

Une dernière question reste qu'il nous faut examiner encore : la répartition des fortunes est-elle le résultat accidentel de circonstances variables ou, au contraire, obéit-elle à une loi qui lierait entre eux, suivant des rapports déterminés, les différents facteurs qui expriment cette répartition ? Si enfin nous constatons l'existence de cette loi, les rapports *déterminés* qui lui correspondent sont-ils nécessairement *invariables* et, s'ils ne le sont point, quelles sont les limites possibles — ou probables — de leurs variations ?



Déjà, Vilfredo Pareto s'est posé, pour les revenus, la question de savoir si leur répartition obéissait à une loi et a pu y donner, sous la réserve des restrictions indispensables, une réponse affirmative (1) : nous avons employé,

(1) Voir, à l'appendice III, l'article original de Vilfredo Pareto, que nous reproduisons.

pour examiner le problème et essayer de le résoudre, une méthode analogue à celle de Pareto.

Celui-ci avait à utiliser des statistiques de revenus qui lui donnaient, dans différents pays, ces revenus classés par importance en un certain nombre de catégories.

Dans ces conditions, si X indique un certain revenu et N

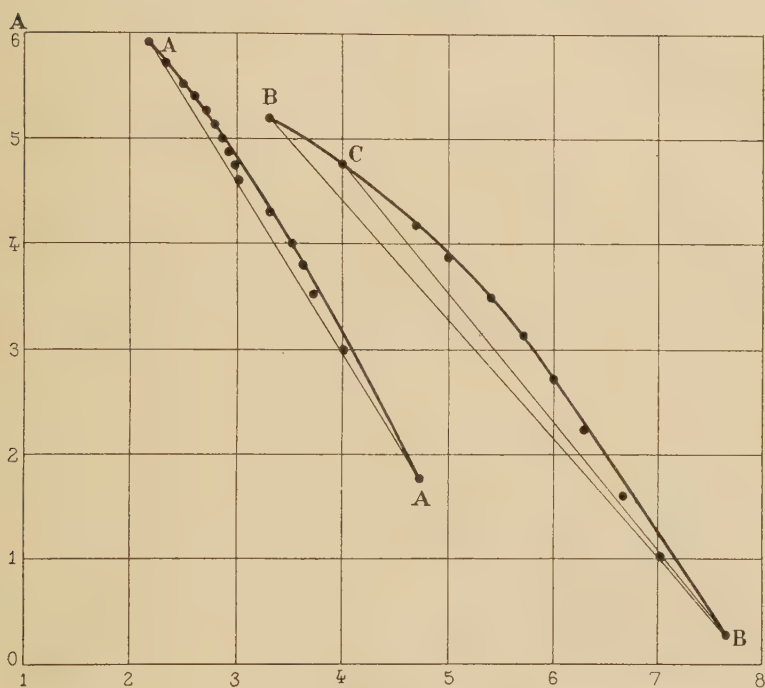


FIG. 7

le nombre de revenus qui sont égaux ou supérieurs à X , on obtient, en portant en abscisse les logarithmes de N et en ordonnées les logarithmes de X , la courbe A que nous avons reproduite (fig. 7) et qui est celle qui correspond,

en 1879-1880, pour l'Angleterre, aux revenus supérieurs à 3 750 francs.

Les courbes obtenues par Pareto pour d'autres pays sont analogues et toutes ont une tendance très marquée vers la ligne droite avec une légère concavité vers l'axe des A.

Or, si pour les fortunes supérieures à 2 000 francs en France, nous prenons X = une certaine fortune, et N = le nombre de fortunes égales ou supérieures à X, nous obtenons, en portant en abscisse les logarithmes de X et en ordonnées les logarithmes de N, la courbe B (fig. 7) qui, elle aussi, a une tendance très marquée vers la ligne droite avec, également, une légère concavité pour l'axe des A. Si nous considérons les fortunes supérieures à 10 000 (courbe B C), la similitude est plus frappante encore.

Or, sans rechercher ici les expressions numériques précises qui correspondent à ces courbes, il est extrêmement curieux de constater que l'équation générale qui leur répond est du même type pour les fortunes supérieures à 2 000 et 10 000 francs en France et pour les revenus supérieurs à certains minima utilisés par Pareto pour les principaux pays.

Dans les deux cas, on a, avec une approximation suffisante :

$$\log. N = \log. A - \alpha \log. X$$

ou :

$$N = \frac{A}{X^\alpha}$$

équation qui correspond graphiquement aux hyperboles exponentielles.

Mais, si au lieu de nous en tenir aux fortunes supé-

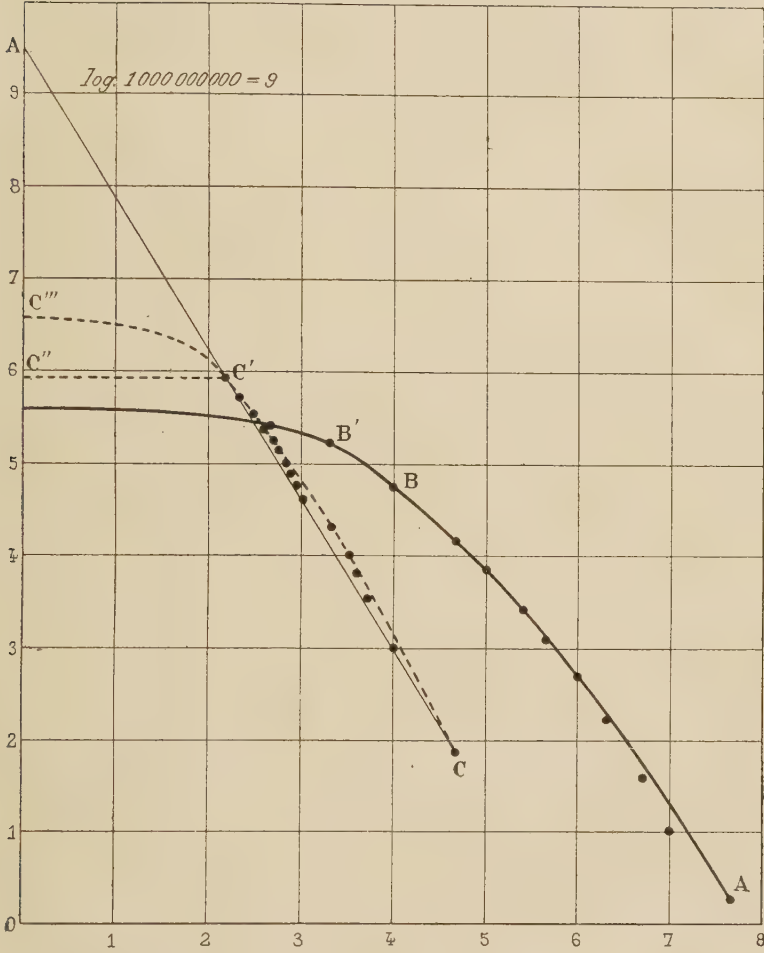


FIG. 8

rieures à 2 000 et 10 000 francs (chiffres minima que nous avons adoptés d'abord pour qu'ils soient comparables au

SÉAILLES.

montant des revenus minima enregistrés par Pareto), nous traçons de la même façon que précédemment la courbe logarithmique des fortunes en France, depuis les plus petites jusques aux plus grandes, il vient la courbe de la figure 8 dont l'aspect, différent de celui des courbes précédentes, est nettement parabolique et correspond par conséquent à la formule générale :

$$(\log. X)^2 = 2p \log. N + q.$$

Mais, dans cette courbe, la partie A, B, B' est la reproduction de la courbe de la figure 7, et cette portion, envisagée séparément, légèrement concave vers l'axe des A, correspond, nous l'avons vu, avec une approximation suffisante à la formule :

$$\log. N = \log. A - \alpha \log X.$$

Dans ces conditions, il est permis de se demander si la courbe des revenus n'est pas elle-même une partie d'une parabole de même formule générale :

$$(\log. X)^2 = 2p \log. N + q,$$

dont la fraction envisagée par Pareto, légèrement concave vers l'axe des A, correspondrait cependant avec une approximation suffisante pour cette partie, à la formule déjà indiquée :

$$\log. N = \log. A - \alpha \log. X.$$

Or, malgré l'ignorance où nous laisse la statistique officielle en ce qui concerne les revenus inférieurs à une certaine limite, il est relativement facile de montrer que la portion de la courbe qui leur correspond est nécessairement

analogue à ce que nous révèle la statistique des fortunes.

En effet, prolongeons la courbe de Pareto (C C' fig. 8) suivant une droite, cela supposerait qu'il y a en Angleterre plus de 1 milliard de personnes jouissant de revenus égaux ou supérieurs à 25 francs, ce qui est absurde puisque le nombre d'individus susceptibles d'avoir un revenu en Angleterre est inférieur au montant de la population totale (1), laquelle est elle-même sans rapport avec le chiffre de un milliard ainsi trouvé.

D'autre part, il y a un certain minimum de vie, correspondant à un certain minimum de revenu, qu'à moins de mourir de faim tout individu vivant doit posséder au moins, et au delà de ce minimum indispensable, il y a un autre chiffre normal qu'atteignent, au moins, la plupart des revenus existants.

Or, il résulte de ces considérations que la première partie de la courbe doit tendre vers l'horizontale pour les revenus, comme elle y tend en fait pour les fortunes. S'ils n'existaient en Angleterre aucun revenu inférieur à 3 750 francs, la courbe serait, à la limite, composée comme l'indique la portion C' C'' de la figure 8. En réalité, nous savons qu'il n'en est pas ainsi, et les considérations précédentes permettent d'affirmer, croyons-nous, que la courbe réelle des revenus serait, pour la portion inférieure que ne donne point la statistique, de même ordre que la portion inférieure de la courbe des fortunes ; la répartition s'exprimerait dans les deux cas par une courbe logarithmique répondant à la formule générale de la parabole (courbe C C' C'').

(1) En effet, les enfants n'ont généralement pas de revenus personnels.



Mais, si nous constatons que les capitaux matériels se répartissent suivant cette formule générale et si nous admettons, comme il paraît probable, que les revenus totaux qui synthétisent les revenus des capitaux matériels d'une part et les revenus des capitaux humains d'autre part (1) se répartissent suivant cette même formule, il s'ensuit aussi que les capitaux humains se répartissent suivant la même loi et que la formule :

$$(\log. X)^2 = 2p \log. N + q,$$

domine d'une façon générale les phénomènes de la répartition dans notre société moderne (2) ; et c'est là une hypothèse qu'il était en tout état de cause intéressant de formuler.



Sans toutefois discuter ici la valeur de cette dernière proposition, il semble possible d'admettre que la répartition *actuelle* est en effet dominée pour *les revenus et les for-*

(1) Voir Appendice I, *Le problème de la répartition.*

(2) Remarquons que la répartition des capacités humaines qui s'expriment en capitaux humains répond bien, elle aussi, à la courbe *type* que nous avons obtenue. En effet, jusqu'à une certaine *moyenne*, presque tous les individus ont à peu près la même valeur humaine, ce qui correspond à la portion horizontale de la courbe. Au delà, la répartition est beaucoup plus échelonnée : l'idiot est une rareté, le médiocre forme une masse presque homogène ; le reste s'échelonne en quantités rapidement décroissantes à mesure que croît la valeur des individus.

tunes par les formules que nous avons données. Faut-il cependant en conclure avec M. de Foville (1) que l'égalité est une chimère, qu'il y aura toujours plus d'indigents que de riches puisque c'est là une loi assez positive pour que l'on puisse lui donner une forme géométrique ? C'est une tout autre question.

L'expérience semble bien indiquer que dans les sociétés modernes la formule reste applicable dans les limites restreintes d'espace et de temps où il est possible de la vérifier (2), mais il n'est nullement certain *a priori* que la même équation soit applicable à toutes les formes de répartition passées, ni surtout qu'elle doive nécessairement dominer les modes de répartition future. Il y aurait là une conclusion qui dépasserait singulièrement l'expérience limitée qui lui sert de base.

A supposer cependant que l'hypothèse soit acceptable et que dans toute société humaine on puisse concevoir que la répartition se soit effectuée et doive s'effectuer toujours suivant un mode qui réponde à la formule donnée plus haut, il reste encore à savoir quelles sont, en dehors des répartitions *constatées*, les répartitions *possibles*. Il reste à discuter quelles sont les modalités que peut prendre la répartition quand les valeurs numériques varient et quels sont les cas limites qui continuent à répondre à la même équation.

(1) *Revue économique internationale*, 1906, p. 7. La conclusion de M. de Foville s'appliquait, dans ce cas particulier, à la formule de Pareto $N = \frac{A}{X^2}$

(2) (Angleterre, Italie.)



Or, voici ce que donne à ce point de vue la discussion mathématique.

Si nous admettons que la courbe de la répartition soit une parabole ayant pour axe l'axe des A et pour équation (1)

$$(\log. X)^2 = 2p \log. N + q,$$

la parabole sera complètement déterminée par la connaissance de deux constantes fournies par l'expérience, par exemple l'ordonnée O A et l'abscisse O B qui définissent

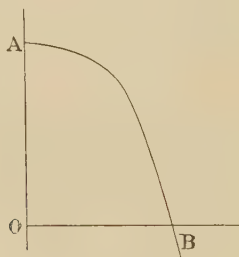


FIG. 9

les points de rencontre avec les axes en fonction desquelles p et q pourront être calculés.

Mais, O A est toujours fini puisqu'en dernière analyse il représente le logarithme du nombre d'individus auxquels s'applique la statistique.

Or, si O A est toujours fini, q est également toujours fini,

(1) X égale une certaine fortune ou un certain revenu. N égale le nombre de personnes qui possèdent une fortune ou un revenu égal ou supérieur à X.

car pour $q = \infty$ A deviendrait infini et la courbe serait une parallèle à l'axe O A, ce qui est impossible puisque, par hypothèse, nous avons toujours un point sur l'axe.

Dans ces conditions, les divers possibles seront exprimés par les formes que prend la courbe lorsque p varie.

La limite qui correspond à une parallèle à l'axe des A à la distance $\sqrt{q}$ — pour $p = 0$ — est impossible d'après ce qui vient d'être dit, car il doit y avoir une tangente à l'origine à distance O A.

Au contraire, lorsque p augmente, la parabole se rapproche de plus en plus de sa tangente à l'origine. Pour $p = \infty$ la courbe se confond avec une parallèle à l'axe O B à distance O A, ce qui exprime l'égalité absolue. Mais il n'est pas nécessaire, pour exprimer l'égalité, que p soit infini, il suffit qu'il soit assez grand pour que la courbe ne se distingue pratiquement de la tangente à l'origine qu'au delà de l'abscisse correspondant à la catégorie maxima, c'est-à-dire avant la partie imaginaire qui se trouve au delà de la catégorie limite. Dans ce cas on a égalité maxima, sinon absolue.

* • *

La même discussion s'applique d'ailleurs à la formule partielle qui répond aux fortunes et aux revenus supérieurs aux minimas indiqués plus haut. Voici cette discussion :

Si nous admettons avec Vilfredo Pareto que la formule :

$$N = \frac{A}{X^\alpha}$$

ou :

$$\log. N = \log. A - \alpha \log. X$$

domine les répartitions supérieures à un certain minimum

dans l'espace et le temps, chaque répartition sera déterminée mathématiquement par la connaissance de deux constantes numériques fournies par l'expérience α et $\log. A$ (1).

Si nous considérons la droite que représente l'équation donnée, nous voyons en extrapolant que

$$\alpha = \frac{\log. A}{\log. B}.$$

α est donc le rapport du logarithme du nombre des gens qui posséderaient l'unité adoptée pour l'évaluation des fortunes au logarithme du nombre exprimant avec cette unité la catégorie de fortune de l'individu qui serait seul de sa catégorie ($\log. 1 = 0$).

α et $\log. A$ qui à eux seuls (en admettant que la loi soit rigoureuse) déterminent la répartition sont des constantes

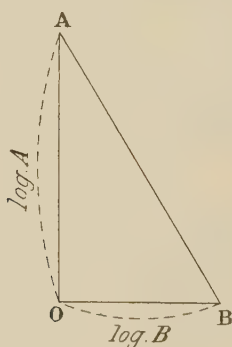


FIG. 10

fournies exclusivement par l'expérience pour un pays et

(1) X égale une certaine fortune ou un certain revenu et N le nombre de personnes qui possèdent une fortune ou un revenu égal ou supérieur à X.

une époque déterminés, mais peuvent varier dans l'espace et le temps, tout au moins ne peut-on affirmer le contraire *a priori* (1). Les valeurs extrêmes de α sont :

$$\alpha = + \infty ,$$

Dans ce cas, le nombre de gens est égal à A et chacun possède l'unité de fortune choisie, il n'y a pas de droite, mais un seul point.

Et

$$\alpha = 0 .$$

On a alors une droite horizontale. Le nombre des individus est le même dans chaque catégorie jusqu'à la dernière, c'est-à-dire que l'égalité est absolue puisque tous les individus possèdent en même temps un revenu égal et supérieur à 1, 2, 3..... n francs.

α variant ainsi de 0 à $+\infty$, la répartition peut prendre toutes les formes intermédiaires jusqu'à l'égalité absolue, sans qu'il s'ensuive d'ailleurs qu'elle doive les prendre.

(1) En fait, Pareto a constaté ces variations pour la répartition des revenus dans les différents pays et à diverses époques (Angleterre, de 1843 à 1880).

APPENDICE I

LE PROBLÈME DE LA RÉPARTITION

Les hommes ne produisent pas pour le simple plaisir de produire. Chacun d'eux cherche à augmenter son bien-être, à se faire attribuer la plus grande part possible dans la masse des choses produites. La répartition précède nécessairement la consommation, qui est elle-même le but de la production. L'une se lie logiquement et naturellement à l'autre.

En quoi consiste donc la production ? On a souvent mis en évidence ce fait qu'elle n'est pas une création et que sa fonction est uniquement d'amener des combinaisons et des transformations utiles. En poussant plus loin l'analyse, il ne serait pas impossible de soutenir même que la production n'opère que des déplacements dont le résultat est de rendre utilisable (ou plus utilisable) ce qui ne l'était point.

Mais, quelle que soit l'essence des phénomènes producteurs, les utilités (ou les plus grandes utilités) devenues richesses par fonction économique et sociale doivent se

répartir entre les différents facteurs qui ont pris part à la production.

*
*
*

A ce point de vue, la plupart des traités d'économie politique distinguent, suivant une tradition aujourd'hui classique, trois agents de production : la Nature, le Capital et le Travail.

Le premier de ces termes : la nature, se réduit facilement au second dans les conditions économiques des sociétés modernes.

En effet, l'appropriation progressive du sol et de toutes les sources naturelles de richesses utilisables fait que si l'on sort de l'abstraction des robinsonnades, l'élément « nature » ne se distingue plus de l'élément « capital » dans le processus de la production.

D'ailleurs, si l'on considère la nature à l'origine et en elle-même, on ne la conçoit guère comme étant, à proprement parler, un agent de la production, mais bien plutôt comme un milieu indifférent d'où l'homme extrait les utilités dont il a besoin.

La nature ne produit pas directement les unités et les richesses, elle est seulement la matière dont elles sont faites : elle est le milieu où s'organise la vie économique.

Aussi bien, la nature ne réclame-t-elle rien et c'est entre les deux agents réels de la production : le capital et le travail, que s'effectue, en fait, la répartition.

*
*
*

Mais ces deux facteurs eux-mêmes, capital et travail,

sont-ils économiquement irréductibles l'un à l'autre ? Nous ne le pensons point.

Les traités d'économie politique considèrent en général que nous sommes ici en présence d'agents essentiellement et absolument distincts par leur nature même (1).

Cependant, il semble bien, à l'analyse, que les différences résident plutôt dans la forme extérieure que dans le fond réel des choses. « Travail et capital, dit M. Cauwes (2), c'est au fond une même chose. Car le capital vient du travail et il se conserve ou se renouvelle par le travail ; la conservation du capital suppose un effort de volonté qui est du travail, le travail d'épargne. »

« L'emploi de l'épargne, dit aussi Bohn-Bawerp (3), suppose des calculs, un choix judicieux, une application des facultés de l'homme, c'est un travail *sui generis*. »

Ces observations, parfaitement justes, se bornent cependant à montrer un rapport de causalité entre le travail et le capital. Selon nous, il faut aller plus loin encore et reconnaître l'existence d'une véritable identité entre le capital et la capacité de travail. Non seulement le travail

(1) Si la nature ne doit pas être confondue avec le capital, il faut dire de même du travail. Cependant, plusieurs économistes qualifient de capitaux les connaissances acquises, par exemple, dans les professions libérales ou les fonctions publiques, celles qui sont constatées par les diplômes. Il est vrai que ces connaissances peuvent être des sources de revenus, mais ces revenus n'en seront pas moins les fruits du travail. Ce qu'il faut dire, c'est que ces connaissances n'ont pu être acquises et ces diplômes conquis que grâce à la possession d'un certain capital d'argent, mais ceci est une autre question. (CHARLES GIDE, *Cours d'économie politique*, 1909, p. 127.)

(2) CAUWES, *Economie politique*, t. I.

(3) BOHN-BAWERP, *Capital und capitalism*, n° 133.

fait le capital, et l'épargne en le conservant permet de l'accroître, mais la capacité de travail constitue elle-même un véritable capital présentant tous les caractères généraux des autres capitaux.



Qu'est-ce, en effet, qu'un capital ? C'est tout produit épargné et susceptible d'être ensuite utilisé à la production de jouissances, d'utilités ou de richesses.

Mais le travail est la mise en œuvre des facultés physiques et intellectuelles de l'homme, ou même des animaux.

Or, il n'est pas niable que les facultés physiques et intellectuelles sont les produits épargnés, et, en outre, que leur exercice peut produire : soit des utilités, soit des richesses, soit encore de simples jouissances.



D'abord, les facultés physiques ou mentales qui se trouvent dans tel être humain, à tel moment donné, sont le résultat de produits épargnés.

Jusqu'à un certain âge, l'enfant représente surtout l'accumulation à son profit des aliments épargnés par sa mère et le potentiel d'énergies qui réside en lui à sa naissance n'est pas autre chose lui-même que le produit accumulé d'une innombrable diversité de travaux ataviques.

Suivons le développement de cet enfant : ses muscles se fortifient, son système nerveux se perfectionne, son intelligence s'ouvre, son cerveau s'enrichit d'observations et de

réflexions. Toute son évolution, toute son éducation est une accumulation en lui d'utilités de toutes sortes.

Il se fait, dans les cellules de son organisme, une épargne de ces richesses qui s'amassent et se multiplient en quelque sorte à intérêts composés tant qu'elles ne se dépensent point au dehors. Ainsi se constitue le capital humain.

D'autre part, ce capital sert bien évidemment à la production de jouissances, d'utilités et de richesses que le sujet peut consommer lui-même, selon ses désirs, ou échanger suivant ses besoins.



A l'appui de notre raisonnement, il est facile d'invoquer ici des faits multiples dans les domaines les plus variés.

C'est une vérité banale aujourd'hui que la première épargne du paysan est celle qui résulte de l'accroissement de sa famille. Son fils, arrivé à l'âge de travailler, est une source de revenus, une augmentation du capital d'exploitation, plus précieuse sans doute que celle du cheptel, mais analogue en utilité. La capacité de travail du jeune cultivateur, c'est-à-dire la maturité de ses forces épargnées, développées et exercées depuis l'enfance, est un véritable capital.

Il en est de même du bœuf élevé et nourri : quand il atteint l'âge du travail utile, lui aussi représente alors la valeur de plusieurs mois de nourriture et de soins et l'accumulation de richesses épargnées dans l'individu, dans les ancêtres et dans la race depuis la domestication primitive fixée par l'hérédité.



La meilleure preuve d'ailleurs de cette assimilation de la capacité de travail et du capital nous est fournie par ce fait que, jusqu'à une époque récente, la personne humaine et ses capacités, n'étant pas hors commerce, s'échangeaient contre les autres richesses à équivalence de valeur en capital et qu'on lui appliquait dans les grandes exploitations agricoles et les usines les mêmes règles de dépréciation, d'amortissement ou d'assurance qu'à l'outillage, au matériel ou au bétail.

Aujourd'hui encore, d'ailleurs, la capacité de travail de l'homme libre n'est pas entièrement hors commerce. L'ouvrier met ses forces et son habileté professionnelle en location. Le capital humain est ainsi à la disposition temporaire d'autrui et il s'échange contre un salaire proportionnel au temps, tout comme la mise au service d'autrui d'une chose s'échange contre un loyer.

Le capital humain s'assure, s'amortit, s'hypothèque même dans certains cas (prêts sur salaires, appointements ou retraites, retenues du 10°).

Il est si bien un capital qu'on spéculé sur lui et que l'assurance sur la vie s'exploite parfois aussi malhonnêtement que l'assurance sur la cargaison de certains navires bons tout au plus à faire naufrage.



Les lois générales qui régissent les capitaux s'appliquent d'ailleurs à la capacité de travail et les phénomènes de

plus-value et de moins-value sociales, que Ricardo a si profondément analysés à propos des fonds de terre, mais qui se remarquent dans tous les capitaux, peuvent être constatés au sujet des capitaux humains aussi bien que dans les autres. Il y a dans le placement du capital humain, comme dans le placement des capitaux ordinaires dans l'agriculture ou dans une industrie quelconque, des avantages et des désavantages de situation ou de circonstances qui constituent des phénomènes caractérisés de rente, — *positive ou négative*.

De même que dans une ville, le même terrain augmente ou baisse de valeur suivant que le quartier dont il dépend devient plus fréquenté, plus riche, plus rapidement relié au centre de la cité ou au contraire se dépeuple ou s'appauvrit, de même le capital humain voit sa valeur augmenter ou baisser selon que l'industrie où il est utilisable se développe ou diminue sous l'influence du milieu économique général.

Il nous paraît donc que l'assimilation de la capacité de travail et du capital résulte, sans aucun paradoxe et sans aucun subterfuge de langage, de la logique même des idées et de l'examen de la réalité objective des faits (1).

La doctrine économique admet d'ailleurs depuis longtemps qu'il existe, à côté des capitaux matériels, — mobiliers ou immobiliers, — toute une série de capitaux immatériels. Vilfredo Pareto, adoptant la classification de Walras, divise les capitaux en trois catégories : 1° les capitaux personnels ; 2° les capitaux mobiliers ; 3° les capi-

(1) Voir l'article de M. BRACKE paru sous le titre : *Exproprié sans indemnité* dans *l'Humanité* du 26 mars 1909.

taux immobiliers (1). C'est parmi les capitaux personnels ou humains qu'il faut ranger la capacité de travail contenant, synthétisant les capitaux physiques, intellectuels et moraux accumulés dans la personne humaine.

*
* * *

Ce qui fait que la notion du travail a semblé irréductible à celle du capital, c'est que le travail apparaît souvent comme essentiellement actif et le capital comme essentiellement passif (2).

C'est aussi et surtout qu'alors que le capital est de plus en plus « commerciable », la personne humaine tend au contraire à être de plus en plus « hors commerce ».

Mais ces différences sont plus apparentes et formelles que réelles et profondes. Le caractère d'activité se retrouverait dans bien des catégories de capitaux et le fait pour un capital d'être hors commerce ne saurait en rien modifier sa nature économique.

D'ailleurs, il n'est pas juste, même aujourd'hui et même juridiquement, de dire que la capacité de travail est entièrement hors commerce. Ce qui est hors commerce, juridiquement, c'est ce qui ne peut faire l'objet de contrats. Or, sans doute, la capacité de travail ne peut être vendue, c'est-à-dire aliénée complètement et pour toujours à autrui

(1) *Cours d'économie politique*, t. I, p. 40 et 41.

(2) Le capital non seulement ne joue qu'un rôle purement passif..., etc. Le travail seul peut prétendre au titre d'agent de la production dans le sens exact de ce mot. L'homme seul joue un rôle actif..., etc.

CHARLES GIDE, *Cours d'économie politique*, p. 72, édition 1909.

pour un prix déterminé, mais elle est l'objet perpétuel d'un louage et s'échange contre un salaire proportionnel au temps pendant lequel elle est mise à la disposition d'autrui. Les notions juridiques ne résistent donc nullement à l'assimilation, imposée par les idées et les faits économiques, de la capacité de travail au capital.

Si l'on s'attache à la signification scientifique du mot « capital », synonyme d'instrument de production, il ne peut, d'autre part, être nié, après ce que nous avons dit, que la capacité de travail est un instrument de production comme les autres capitaux.

*
* *

Dès lors, une seule différence avec les capitaux humains et les autres semble subsister ; elle vient de ce fait que l'homme est à la fois l'instrument et le but de la production, tandis que les autres capitaux sont de simples moyens. Mais cette différence profonde n'est pas irréductible à l'analyse, et nous avons le droit d'envisager à part le rôle économique de l'homme comme *instrument de production* en réservant à la politique et à la morale l'examen de son rôle au point de vue de la finalité.

*
* *

Si nous avons proposé de classer la capacité de travail parmi les autres capitaux, et si nous avons essayé de justifier cette classification, c'est que le problème de la répartition actuelle des richesses se trouve ainsi singulièrement simplifié.

En effet, si le travail est un facteur absolument original de la production, l'étude de la répartition devient très complexe. Car les produits doivent se répartir entre des agents hétérogènes qui sont : les capitaux matériels (mobiliers et immobiliers), les capitaux immatériels (corporels et intellectuels) et le travail. Dans cette conception, la part de revenus due à l'activité directe de l'homme se subdivise en deux fractions : celle du capital humain et celle du travail. Or, il est impossible de délimiter la part de chacun de ces deux éléments sans tomber dans des évaluations arbitraires ou fantaisistes. Le gain personnel d'un individu (salaire, appointements) ne peut en fait se décomposer en une partie irréductible qui serait due au travail et en une partie variable qui serait due à l'acquis. Il y a, en réalité, indivisibilité entre les deux. L'acquis donne une qualité supérieure au travail sans changer cependant sa nature, et nous avons montré d'ailleurs que la capacité du travail est, elle aussi, un acquis héréditaire et d'éducation, semblable à l'autre.



Au total, il y a deux facteurs de la production : la nature, qui en fournit les éléments, et le capital, qui peut être accumulé soit dans l'homme, soit en dehors de lui.

De ce point de vue, la marche de l'opération productive est aisée à suivre. L'homme trouve, en lui ou hors de lui, des éléments préexistants. Le capital humain, s'appliquant à ces éléments et les mettant en œuvre, crée des utilités, c'est-à-dire des richesses.

Ces richesses peuvent recevoir deux destinations. Les

unes servent à la consommation directe et immédiate. Les autres sont mises de côté pour être employées à la production : ce sont les capitaux. Ces capitaux sont accumulés soit dans le sujet humain (ils sont corporels ou intellectuels), soit hors du sujet humain (ils sont mobiliers ou fonciers).

Là ne s'arrête pas l'activité productrice. L'homme (capital humain) utilisant les capitaux déjà formés, multiplie les richesses qui reçoivent de nouveau la double destination indiquée. Et le processus continue.

Si l'on représente :

Par P , les éléments préexistants que l'homme peut utiliser ;

Par H , le capital humain (capacité de travail) ;

Par R , les richesses produites ;

Par R^{cap} , les capitaux de toutes catégories ;

Par R^{cons} , la consommation ; on enferme l'évolution productrice dans la formule suivante :

$$P \times H = R^{cons} + R^{cap}$$

qui, combinée à la formule générale, donne :

$$P \times R^{cap} \times H = R^{cons} + R^{cap}$$

Le cycle continue ainsi, en progressant chaque fois. Les richesses capitalisables s'accumulent dans l'homme par les générations renouvelées et multipliées et hors de l'homme sous forme de capitaux, se renouvelant et se multipliant de même.

Quant aux éléments préexistants, qui constituent le milieu où vit l'homme, ils sont développés, aménagés et appropriés et ils rentrent très rapidement, soit dans la catégorie des capitaux qui participent alors à ce titre à la

répartition, soit dans la catégorie des éléments naturels assez abondants pour n'être point appropriés et pour rester, par conséquent, à la disposition gratuite de chacun.

*
* * *

Mais chaque élément de la production, capital matériel ou capital humain, obtient un revenu, c'est-à-dire une certaine part des richesses produites. Les revenus apparaissent donc comme la synthèse de toute l'évolution productrice. Ils se consomment ensuite ou se fixent sous forme de capitaux, conformément au cycle indiqué.

Nous sommes maintenant en état de poser le problème de la répartition en des termes relativement simples.

Deux termes solidaires, liés par un rapport de cause à effet, s'offrent à notre attention :

Les capitaux.

Les revenus.

Dès lors, le problème de la répartition se pose ainsi : comment les divers capitaux, d'une part, les divers revenus, d'autre part, se répartissent-ils entre les individus ?

*
* * *

Mais ce problème est-il susceptible d'une solution ? C'est là une question préjudicielle, et s'il semble, *a priori*, qu'on ne doive pas rencontrer d'obstacles invincibles, en fait, le problème, même réduit aux termes simples dans lesquels nous l'avons posé, reste extrêmement délicat à aborder.

Sans doute, il apparaît bien, dès l'abord, que la répartition des capitaux matériels (mobiliers ou immobiliers)

est susceptible d'évaluation positive, puisque nous en avons connaissance par les statistiques successorales.

Sans doute encore, le capital humain n'apparaît pas comme devant échapper à toute mesure (1).

Il importe, en effet, de remarquer que la mise en activité des facultés physiques et intellectuelles, de l'habileté professionnelle, le travail en un mot, est, à un point de vue strictement objectif, un capital pour l'employeur et que les prix payés par cet employeur mesurent, en fait, la répartition du capital-travail conformément à la répartition des tâches et des salaires (2).

Enfin une autre remarque se joint aux précédentes pour

(1) Rien n'empêche *a priori* de mesurer le capital corporel ou intellectuel d'un homme. Le dynamomètre, les épreuves gymnastiques permettent de calculer la force, la souplesse, l'endurance. La répartition peut être connue très simplement, au régiment, par exemple, grâce à une comparaison des coefficients. De même la répartition des aptitudes intellectuelles est susceptible de connaissance positive à l'aide des rapprochements des notes de classes, des statistiques d'examens et de concours. Des éléments de solution se trouvent, dès maintenant, dans les données de la pédagogie expérimentale.

D'ailleurs la répartition des forces est indiquée d'une manière automatique dans les courses, où les coureurs se disposent naturellement en groupes d'échelonnés (en avant le groupe des plus vigoureux ou des plus lestes, en arrière celui des plus faibles ou des plus lourds, entre les deux, des séries graduées de groupes plus ou moins nombreux). Un phénomène analogue se produit sur tous les terrains de la concurrence sociale où les hommes, pour la vie et le plus grand bien-être, luttent de vigueur et de talents.

(2) HENRY, *La mesure des capacités intellectuelles et énergétiques*, notes d'analyse statistique. Remarque sur l'interprétation sociologique de la distribution des salaires, 1906 (Institut de sociologie).

faire ressortir que les capitaux humains ne sont nullement insaisissables. On ne doute pas, d'une part, que nous puissions saisir la répartition des capitaux qui se trouvent hors de l'homme (mobiliers ou immobiliers) ; on ne peut nier, d'autre part, la possibilité d'évaluer la répartition des revenus qui, étant la rémunération des divers capitaux puisés dans les richesses produites, sont la synthèse de tout. S'il en est ainsi, nous devons avoir, par comparaison et par différence, une idée approximative de la répartition des capitaux humains, et, par suite, une vue générale de la répartition et de ses grandes catégories.

En sorte que le problème de la répartition (comment se répartissent les capitaux, comment se répartissent les revenus) serait susceptible de solutions au moins partielles qui, ajoutées et comparées les unes aux autres, permettraient d'avoir un aperçu approximatif de l'ensemble.



Mais, même ainsi posé et possible à résoudre, le problème de la mesure de la répartition demeure d'une extrême délicatesse. La complexité des éléments à envisager, la valeur très relative des statistiques utilisables, l'arbitraire inévitable des interprétations nécessaires rendent les recherches très ardues et les résultats très discutables et il n'est point inutile de signaler par avance quelques-unes des limitations d'ordre général qui s'imposent à tout essai de mesure des phénomènes de cette catégorie.

D'abord, les seuls renseignements que nous possédions et que nous puissions utiliser indiquent la répartition dans l'ensemble du corps social, sans qu'il soit possible, à pre-

mière vue, de déterminer quelle est la répartition réelle des capitaux ou des revenus entre les différentes personnes du même âge, et cette circonstance limite singulièrement la portée des conséquences qu'il est possible de tirer des résultats acquis. Car les inégalités de répartition ne peuvent se mesurer que si la comparaison porte sur des individus semblables. Sans doute, il est assez probable que la courbe de la répartition générale dans l'ensemble du corps social doit être un reflet sensiblement fidèle des répartitions dans chaque catégorie. Mais il y a des cas dans lesquels cette analogie serait tout à fait inexistante.

*
* *

Envisageons, par exemple, la répartition des revenus des capitaux humains. Il est ici bien évident qu'un homme de trente ans, gagnant une somme déterminée, ne peut être assimilé à un homme de soixante ans gagnant la même somme. Au contraire, un homme gagnant deux fois plus qu'un autre, dans des conditions d'âge et de sécurité égales, représentera bien réellement un capital humain socialement deux fois plus grand.

Il y a là une intervention du taux de capitalisation, essentiellement variable, qui limite dans des proportions considérables la valeur des résultats concernant l'évaluation des capitaux humains.

En tout cas, l'absence de documents plus complets que ceux que nous possédons jusqu'ici rend les recherches très difficiles en cet ordre de faits. Il faut se contenter de la courbe générale des revenus sociaux, exprimant non pas la loi de la répartition des capitaux humains entre des indi-

vidus comparables, mais la forme globale que présente l'amas complexe et hétérogène des revenus des capitaux humains de tout l'ensemble des individus d'âges très divers composant un groupe déterminé.



La répartition des fortunes, en dépit des statistiques récentes, est sujette à des limitations de même nature. Ici non plus, nous ne connaissons guère la répartition à des âges déterminés, de telle sorte que toute conclusion précise serait encore prématurée et est à peu près interdite sur l'inégalité entre individus comparables. Sans doute, le résultat global est vraisemblablement une image assez fidèle de la répartition dans tel ou tel groupe d'un âge donné, mais c'est là une supposition probable et non une constatation positive.



Cependant il y a une différence importante entre la connaissance globale que nous pouvons avoir des capitaux humains d'une part et celle des capitaux matériels d'autre part. C'est que, dans un cas, nous ne pouvons passer du revenu au capital à connaître, faute d'avoir à un degré suffisant les éléments nécessaires à la détermination du taux de capitalisation, tandis que, dans l'autre cas, il nous est aussi difficile de passer du capital relativement connu au revenu, faute d'un taux d'intérêt moyen impossible à connaître et bien difficile à *apprécier*.

APPENDICE II

ÉVALUATION DE LA FORTUNE PRIVÉE

La solution, au moins approximative, que nous avons essayé d'apporter au problème de la répartition des fortunes appelle tout naturellement la question de savoir quelle est l'importance totale des fortunes individuelles en France.

Un grand nombre d'évaluations ont été faites jusqu'ici : elles accusent des divergences frappantes. On s'en rendra compte par le tableau ci-contre qui n'en reproduit que quelques-unes.

Voulant, à notre tour, aborder ce difficile problème, il nous faut examiner d'abord la valeur des procédés employés jusqu'ici, pour déterminer ensuite notre propre méthode.

Pour calculer le total des fortunes privées, on a jusqu'ici employé trois sortes de méthodes :

Ou bien l'on a procédé à l'évaluation du revenu général des contribuables que l'on a multiplié ensuite par un taux plus ou moins arbitraire de capitalisation, ou bien l'on a essayé l'évaluation directe des éléments composant la fortune des individus et leur totalisation, ou bien on a utilisé

ÉVALUATION EN CAPITAL DE LA FORTUNE PRIVÉE

EN MILLIARDS

Auteurs	Années	Immeubles	Mobilier	Total	
J.-B. Say.....	»	60	60	120	
Girardin	1853	92	33	125	<i>De l'Impôt</i> , page 43.
Wolowski	1871	120	55	175	<i>Journal Officiel</i> , du 23 Décembre 1871.
Duc d'Ayen	1872	100	95	195	<i>Revenus, salaires, capital</i> , page 142.
Vacher	1878	216	44	260	<i>Journal Officiel</i> , du 29 Janvier 1878.
Élisée Reclus	1879	»	»	500	<i>Géographie Universelle « La France »</i> .
Sciama	»	400	200	600	<i>Dictionnaire de la Politique</i> , page 1057.
Mony	1881	115	101	216	<i>Étude sur le travail</i> .
Yves Guyot	»	125	125	250	
Bodio.....	1891	»	»	210	<i>Accademia dei Lincei</i> , mémoire 1891.
Cauwès'.....	1893	»	»	230	<i>Cours d'Économie Politique</i> , 3 ^e éd., 1893, tome IV. Après déduction de 16 milliards de créances hypothécaires et de 33 milliards de dette publique.
Gide.....	1896	140	100	240	<i>Principes d'Économie politique</i> , 1896, page 478.
Leroy-Beaulieu	1900	120	110	230	<i>Traité théorique et pratique d'économie politique</i> , 3 ^e éd., 1900, page 230 (1).
De Chasseloup-Laubat..	1901	104 à 111	79 à 80	183 à 191	<i>Journal des Économistes</i> , 1901, t. I, page 279 (rente française non comprise).
De Foville	1906	»	»	208	Cours professé en 1905-1906 à l'École des Sciences Politiques. Cf. <i>La France économique</i> (200 millions environ).
Henry et de Lavergne .	1908	113	111,7	224,7	<i>La Richesse de la France</i> (Fortune et revenus privés), 1902.

(1) M. LEROY-BEAULIEU, dans son article de la *Revue des Deux Mondes*, 1906, t. XXXIV, p. 781, n'attribue à la fortune nationale qu'une valeur de 200 à 225 milliards, dont 25 milliards d'objets d'art, mobilier, bijoux improductifs.

l'évaluation du montant de l'annuité successorale additionnée des donations et sa multiplication par un coefficient plus ou moins arbitrairement adopté.

Que valent ces divers procédés ?

*
* * *

Le premier procédé — abandonné aujourd'hui — consistait à estimer le revenu global des particuliers et à en déduire leur fortune. Ce procédé se heurte à des objections capitales. D'abord, en l'absence d'un impôt sur les revenus global et par catégories, il est extrêmement difficile, d'une part, de connaître l'importance générale des revenus des individus, et, d'autre part, de distinguer les revenus provenant des capitaux objectifs et ceux provenant du travail.

Non seulement la proportion entre les revenus du capital objectif et les revenus du travail dans le revenu total demeure ignorée, mais le rapport exact entre les revenus du capital objectif et le capital lui-même est bien malaisément saisissable. C'est qu'en effet, il faut tenir compte des taux de capitalisation qui sont essentiellement variables.

Ainsi, en admettant même qu'on pût connaître d'une manière suffisamment approximative le revenu global des particuliers, des difficultés insurmontables s'opposeraient, à ce qu'on pût passer de la connaissance de ce revenu à la connaissance approximative des fortunes individuelles.

Le premier procédé ne peut donc conduire à la solution cherchée.

*
* * *

La méthode de l'évaluation directe des éléments des patrimoines individuels ne vaut guère mieux. Ces éléments

se répartissent en deux catégories : biens immobiliers et biens mobiliers. Les premiers se subdivisent en biens ruraux et urbains ; les seconds, en titres mobiliers et meubles divers.

Or, pour avoir l'importance de la fortune privée, il faut connaître à la fois *la consistance* et *la valeur vénale* de ces diverses sortes de biens. Pouvons-nous parvenir à cette double connaissance ?

Examinons rapidement chaque espèce de biens.

D'abord, les biens fonciers ruraux. Il s'agit de connaître : 1° l'importance territoriale de ces biens ; 2° leur valeur vénale. Le premier élément ne peut échapper à la statistique, mais la détermination du deuxième élément n'est pas aussi facile. La valeur vénale de la terre dépend du revenu net. D'après les enquêtes officielles, le capital rural aurait subi en France, de 1879 à 1892, une dépréciation de plus de 15 p. 100, le revenu une diminution de 11 p. 100 et peut-être ces évaluations sont-elles encore restées au-dessous de la vérité. Il est probable, en tout cas, qu'étant données les conditions de l'agriculture depuis la dernière enquête (de 1892), les diminutions de revenu net ont dû s'accroître encore. Dans ces conditions, il y a certainement, dans l'appréciation de la valeur vénale du capital rural, une part importante d'arbitraire.

Il y a lieu d'en dire autant à propos de la propriété bâtie. L'administration des finances attribue à la propriété bâtie un taux de capitalisation de 5,50 p. 100 environ du revenu *brut* (révisions de 1901) ; or, ce taux est loin de correspondre à la valeur des immeubles telle qu'elle résulte des ventes faites (notamment à Paris).

En ce qui concerne les valeurs mobilières, à l'inverse

de ce qui se présente pour les biens fonciers, c'est la valeur qui est facilement connue, grâce aux transactions constantes et constamment cotées, mais c'est le nombre qui n'est susceptible que d'une approximation très incertaine.

Le nombre des titres cotés, dans les Bourses de Paris et de province et sur le marché en banque, ne fournit que le total des valeurs *négociables* en France, non celui des valeurs appartenant à des Français (1). D'autre part, certaines valeurs ne sont pas inscrites à ce marché officiel ni au marché en banque ; on est dès lors obligé de recourir à des hypothèses (2) et les résultats obtenus sont presque nécessairement arbitraires.

De plus, dans l'évaluation directe de la fortune mobilière, il existe une cause d'erreur provenant des doubles emplois. Beaucoup de sociétés possèdent des immeubles, les titres mobiliers émis par ces sociétés représentent ces immeubles qui ont déjà été comptés dans la fortune immobilière, et les corrections de ce chef sont infiniment délicates.

Enfin, il reste à évaluer, en dehors des valeurs mobilières, les autres biens meubles composant la fortune privée, et la difficulté est ici plus grande encore. Car il n'existe aucune statistique pour la plupart d'entre elles (valeur des capitaux placés dans le commerce ou l'industrie, valeur des meubles meublants, des offices ministériels, des assurances sur la vie).

En définitive, il faut conclure que la méthode de l'évaluation directe, privée de statistiques suffisantes et assez nombreuses, ne permettant pas de tenir compte de tous les

(1) Méthode de Neymark.

(2) LAVERGNE et HENRY, *loc. cit.* p. 18 et suiv.

doubles emplois, ouvre la voie aux hypothèses et ne peut conduire qu'à des résultats trop approximatifs.



Reste la méthode indirecte d'évaluation de la fortune privée par l'annuité successorale qui consiste à utiliser le montant total des successions reconnues chaque année.

Il suffit ici, après avoir fait subir à ce montant total les corrections nécessaires pour tenir compte des éléments qui lui échappent (fraudes, déclarations inexistantes, donations, etc.), de le multiplier par un coefficient approprié pour avoir la fortune totale cherchée.

Cette méthode apparaît assurément à première vue comme beaucoup plus séduisante que les autres. Elle permet, en effet, de partir d'une donnée statistique unique, parfaitement connue, et, après une seule correction, d'arriver au résultat par une simple multiplication. Malheureusement, cette simplicité est plus apparente que réelle, car pour déterminer le multiplicateur en question, on est réduit à des suppositions, à des hypothèses et à des calculs en réalité fort délicats et bien incertains.

On a généralement supposé que le multiplicateur à employer était égal à la durée moyenne d'une génération qui serait elle-même égale à la durée moyenne séparant deux transmissions d'un même patrimoine (c'est-à-dire au nombre d'années pendant lesquelles ces héritiers jouissent des successions recueillies).

Or, en admettant même qu'il n'y ait aucune erreur dans cette théorie, ce qui est loin d'être certain, l'inexactitude de la détermination du multiplicateur est telle qu'on a pu

proposer tour à tour d'adopter des multiplicateurs allant de 29 jusqu'à 36, et c'est ici la meilleure preuve de l'incertitude du procédé (1).

*
* *

Dans ces conditions, il nous a paru qu'il était nécessaire, pour qu'une méthode nouvelle fût intéressante, qu'elle permit de déterminer directement, à partir de la statistique même et en dehors de toute interprétation et de toute supposition, le procédé à employer pour tirer de cette statistique partielle le chiffre global de la fortune privée.

(1) M. de Foville a cherché à déterminer le multiplicateur à partir des renseignements administratifs utilisés pour le calcul des droits de mainmorte, d'après lesquels l'intervalle moyen entre deux transmissions gratuites était de 20 ans. Sur ces bases il y aurait eu, en 900 ans, 45 transmissions entre vifs ou par décès, 20 transmissions entre vifs, d'où, par différence, 25 transmissions par décès.

Mais, outre qu'il est difficile de contrôler l'exactitude de calculs dont l'administration a seule les éléments, il y a lieu de penser que les bases sur lesquelles ces calculs ont été établis sont assez étroites et qu'on n'a pu suivre pendant ces 900 ans que les transmissions d'un nombre assez restreint de domaines.

On a surtout cherché à déterminer le multiplicateur par la survie moyenne des héritiers. Mais comment déterminer la survie des héritiers ? Correspond-elle exactement et nécessairement à la survie des enfants par rapport à leurs parents ou du moins les différences de survie entre les uns et les autres s'équilibrent-elles ? Cela n'est guère croyable. Les ascendants héritant de leurs descendants, le conjoint héritant de son époux prédécédé, le frère héritant de son frère n'ont qu'une très courte survie, tandis que les petits-enfants ou les petits-neveux héritant de leurs grands-parents ou de leurs grands-oncles profitent d'une survie supérieure à la moyenne. Lavergne et Henry

La statistique bien étudiée (1) fournit, en effet, des éléments utilisables, et voici comment nous avons cru pouvoir procéder :

Pour connaître la fortune totale privée des Français, au

pensent qu'il serait peut-être possible de déterminer la survie moyenne des héritiers à l'égard de leurs divers auteurs en analysant la dévolution des successions dans des familles où l'époque de la mort de tous les membres est connue. Mais ce procédé ne donnerait évidemment que des résultats restreints à un petit nombre de familles. Aussi peut-on conclure, avec Lavergne et Henry, que les procédés employés ou proposés jusqu'ici pour déterminer le *coefficient de survie* ne conduisent qu'à un multiplicateur « reconnu comme n'ayant que de lointains rapports avec la survie de l'héritier ».

(1) La méthode que nous avons employée et les résultats auxquels nous sommes arrivés étaient déterminés lorsque nous avons eu connaissance de la remarquable étude publiée en mars 1908 par M. Bernard Mallet dans le *Journal of the Royal Statistical Society* (31st March 1908, p. 65-85). Notre méthode s'est trouvée analogue à celle employée antérieurement par M. Mallet. Nous avons appliqué aux éléments utilisés par M. Mallet pour l'Angleterre la même méthode que pour la France et nous avons trouvé un multiplicateur de 26 pour l'Angleterre, par conséquent légèrement supérieur au sien. M. Mallet connaissait la fortune moyenne par âge, l'originalité de notre procédé a consisté à évaluer cette fortune moyenne en fonction des décès successoraux. La divergence et la concordance des résultats sont curieuses, puisque M. Mallet arrive, en Angleterre, à un multiplicateur égal à 24,06, très comparable à celui de 26 trouvé par nous pour l'Angleterre, alors que nous trouvons 38,99 pour la France en employant une méthode identique. Mais les statistiques anglaises s'appliquent à un milieu très différent, elles portent surtout sur les grosses fortunes, les déductions à la base et les fraudes à la région limite sont considérables et peuvent fausser les résultats. En outre les statistiques utilisées révèlent de curieuses anomalies : par exemple, de 0 à 5 ans, la fortune moyenne est de 10 000 francs par décès successoral, de 5 à 10 cette moyenne saute à plus de 250 000 francs pour retomber,

lieu de nous livrer à de compliqués calculs de générations, nous avons supposé que tous les Français mouraient la même année et nous avons recherché combien il y aurait de propriétaires parmi ces morts et quelle serait leur richesse.

Pour connaître ce résultat, une première approximation grossière consiste à diviser la *population totale* par le nombre moyen des *morts annuel* et à multiplier le quotient ainsi obtenu par le nombre annuel moyen des morts laissant une succession. Ce calcul effectué donne un total manifestement trop élevé de près de 18 millions de propriétaires et un multiplicateur de l'annuité successorale égal à 49. En effet, si 385 000 propriétaires laissent ensemble 5 351 millions, 18 millions de propriétaires laisseront ensemble 49 fois plus, c'est-à-dire 260 milliards.

Mais le calcul fait sur cette base serait sensiblement inexact, car nous savons par ailleurs que, non seulement la mortalité annuelle moyenne forme un total dont la composition est très différente de celle de la population totale (voir tableau, chapitre III, pages 27 et 28), mais encore nous savons d'une façon certaine, depuis qu'a été publiée la statistique de 1906, que la proportion des propriétaires parmi les morts est variable suivant l'âge du décès. Dans ces conditions, le calcul, pour être sérieux, doit être opéré de la façon suivante :

Le nombre des vivants de chaque catégorie d'âge est de 10 à 15 ans, à 17 500 francs environ ! En outre, les calculs ne peuvent porter que sur 51 500 décès successoraux environ pour une mortalité moyenne de 540 000 individus que le fisc ignore (90 p. 100) alors qu'en France nous avons 388 000 décès successoraux pour 765 000 morts, c'est-à-dire une proportion de plus de moitié. Les calculs de M. Mallet sont relatifs à l'Angleterre et au pays de Galles, sans l'Ecosse ni l'Irlande.

divisé par le nombre des morts annuel de la même catégorie, le quotient obtenu est ensuite multiplié par le nombre de décès successoraux du même âge fourni par la statistique de 1906.

On a alors le nombre des propriétaires dans la population par âge, et leur total (voir tableau ci-contre).

Mais ceci ne suffit point, nous savons de façon certaine que la fortune varie avec l'âge : jusqu'à un certain âge, la succession est inférieure à la moyenne parce que les causes normales d'accroissement et d'enrichissement n'ont pas encore eu le temps d'agir. Puis la succession passe par un maximum correspondant à l'âge où toutes les hérédités normales ont accru le patrimoine envisagé et où l'activité du possesseur lui a donné la plus-value maxima, enfin la succession diminue à nouveau quand l'âge avance par suite de l'action croissante des dotations, des partages anticipés et des viagers.

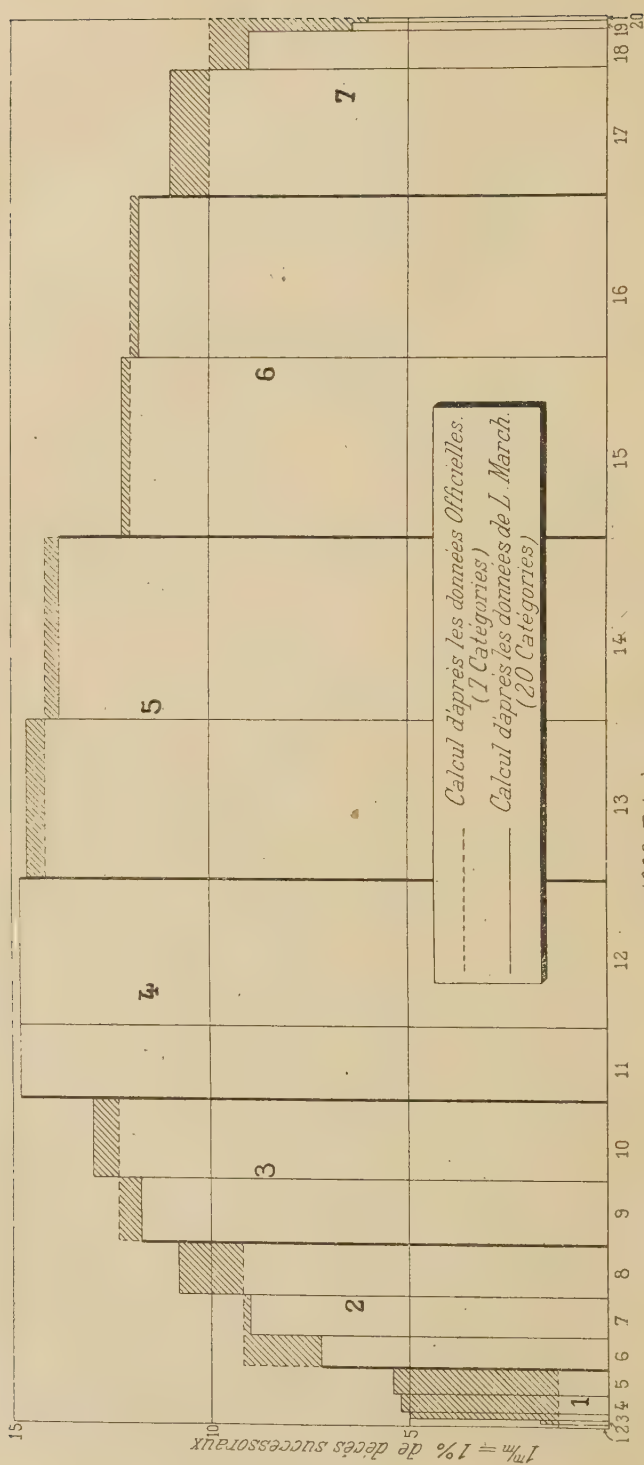
Dans ces conditions, il est intéressant, si la chose est possible, de pousser plus loin l'approximation ; c'est ce que nous avons essayé de faire en utilisant la méthode suivante.

Nous venons de constater que la fortune moyenne croissait, puis décroissait avec l'âge en passant par un maximum. Or, il est extrêmement curieux de constater que la proportion des décès successoraux aux décès totaux varie de même en fonction de l'âge et passe de même par un maximum.

Dans ces conditions, il est à la fois très logique et tout à fait probable d'admettre que les deux variations suivent la même loi et de calculer ainsi, d'après la variation connue

LES PROPRIÉTAIRES VIVANTS

	(1) Mortalité (Total des décès)	(2) Nombre de vivants	(3) Quotient	(4) Nombre de décès success.	(5) Nombre des propriétaires	(6) Rapport des décès succ. aux décès totaux
Catégories d'âge						
0 à 25 ans	220.632	16.455.389	74,5	14.052	1.046.874	6,3 %
25 à 40	69.632	8.454.624	121,4	31.942	3.877.758	45,8 %
40 à 50	58.542	4.689.642	80,1	36.261	2.904.506	61,9 %
50 à 60	76.692	3.965.684	51,7	56.707	2.931.752	73,9 %
60 à 70	121.227	2.900.002	23,9	85.712	2.048.517	70,7 %
70 à 80	149.119	1.518.381	10,2	89.560	913.512	60,0 %
80 et au delà.	84.196	350.055	4,1	42.076	172.511	49,8 %
Totaux	780.196	38.333.817	49,13	356.310	13.895.430	45,68 %



$I_m = 1000$ Décès successoraux

Fig. 11

des décès successoraux, la variation inconnue de la fortune moyenne en fonction de l'âge. Voici comment nous avons opéré ce calcul :

Nous avons construit pour chacune des catégories d'âge de la statistique de 1906 un rectangle ayant pour base une longueur proportionnelle au nombre des décès successoraux de cette catégorie (colonne 4, tableau p. 117), et, pour côté, une quantité proportionnelle au rapport existant dans cette même catégorie entre les décès successoraux et les décès totaux (colonne 6).

Nous avons ainsi obtenu la figure 11 dont la surface totale a été prise comme égale au montant global de l'annuité successorale ; il a été ensuite facile de calculer la part représentée dans cette annuité par chacun des rectangles envisagés et de connaître alors, en divisant par le nombre de décès successoraux correspondant, le montant de la fortune moyenne pour chaque catégorie, montant qui varie alors, suivant la même loi que le rapport des décès successoraux aux décès totaux.

Catégories d'âges	Nombre de propriétaires vivants	Fortune moyenne	Fortune totale
0 à 25 ans	1.046.874	1.550	1.622.654.700
25 40	3.877.758	11.290	43.769.887.820
40 50	2.904.506	15.260	44.322.761.560
50 60	2.931.752	18.220	53.416.521.440
60 70	2.048.517	17.500	35.869.047.500
70 80	913.512	14.800	13.519.977.600
80 et au delà	172.511	12.270	2.116.709.970
Totaux	13.895.430	90.890	194.617.560.590

Or, nous savons quel est le nombre de propriétaires par catégorie d'âge (tableau p. 117).

Si donc nous supposons que meurent ensemble ces propriétaires, nous aurons la fortune qu'ils possédaient en multipliant dans chaque catégorie le nombre des propriétaires par la fortune moyenne correspondante. On obtient ainsi les chiffres du tableau de la page 119, et, en additionnant, il vient une fortune totale privée de 194 617 560 590 francs ; en divisant cette somme par l'annuité envisagée de 5 351 millions, on obtient un quotient de 36,368.

Mais il est possible de pousser plus loin l'analyse et d'utiliser, au lieu de sept classes d'âges de la statistique officielle, la division en vingt catégories qui a été présentée par M. L. March à la Société de statistique de Paris (n° 2, février 1909).

Cette division détaillée, déduite par interprétation graphique des données recueillies pour 1906 par l'enregistrement, a le grand avantage de permettre une appréciation plus saine des fortunes moyennes avant vingt-cinq ans. Avant vingt-cinq ans, la statistique officielle donne une seule catégorie de défunts qui laissent seulement 6 p. 100 de successions. Or, les trois quarts de ces morts décèdent entre 0 et 5 ans. Il en résulte que le calcul effectué d'après la moyenne de la statistique officielle nous fait attribuer à cette catégorie très importante tout entière une fortune moyenne de 1 550 francs, alors qu'en réalité la fortune moyenne qui tend à être nulle de 0 à 5 ans s'élève assez rapidement avec l'âge.

Le calcul donne les chiffres suivants :

1° Si l'on s'en tient à la statistique officielle :

De 0 à 25 ans, la fortune moyenne de 1 550 francs est

applicable à 1 046 874 propriétaires, ce qui donne 1 622 654 700 francs de propriétés totales.

2° Si l'on corrige cette statistique suivant la méthode de M. L. Marck et qu'on l'interprète par les procédés que nous avons déjà employés pour la statistique officielle, on trouve :

Ages	Fortunes moyennes	Nombre de propriétaires	Sommes correspondantes
0 à 5 ans	0	0	0
5 à 10	2.158	294.914	636.523.680
10 15	6.123	798.504	4.889.239.992
15 20	6.355	840.000	5.338.200.000
20 25	6.598	861.017	5.680.878.000
	<u>21.234</u>	<u>2.594.435</u>	<u>16.544.841.672</u>

Ce qui, combiné au chiffre de 194 milliards déjà trouvé, donne la correction suivante :

$$194\,617\,560\,590 + 16\,544\,841\,672 - 1\,622\,654\,700 \\ = 209\,539\,747\,562$$

c'est-à-dire un multiplicateur probable de 39,16.

Mais il serait inexact de ne tenir compte que des cinq premières catégories de M. L. March, car la correction appliquée aux premières catégories agit aussi, bien que très faiblement, sur les catégories suivantes. Le calcul effectué par la même méthode que pour la statistique officielle donne les rectangles que nous avons superposés sur la figure 11 à ceux qui correspondent à la statistique officielle, et le calcul d'après les fortunes moyennes obtenu (tableau p. 122) donne pour l'ensemble des Français

Âges	Ensemble des décédés	Ont laissé une succession		Fortune moyenne calculée	Fortune totale
		Nombre absolu (évaluation)	Pour cent		
0 à 5 ans.....	159.624	300	0	0	0
5 à 10 »	13.072	1.200	9	2.158	636.523.680
10 à 15 »	9.506	2.352	25	6.123	4.889.239.992
15 à 20 »	16.328	4.200	26	6.355	5.338.200.000
20 à 25 »	22.102	6.000	27	6.598	5.680.878.000
25 à 30 »	22.325	8.000	36	8.799	9.467.724.000
30 à 35 »	23.339	10.500	45	10.998	13.742.001.000
35 à 40 »	23.964	13.442	54	13.200	19.861.676.400
40 à 45 »	27.804	16.261	59	14.432	20.731.179.827
45 à 50 »	30.738	20.000	65	15.886	23.034.700.000
50 à 55 »	34.610	25.507	74	18.085	27.725.041.059
55 à 60 »	42.082	31.200	74	17.970	25.011.680.800
60 à 65 »	55.102	40.000	73	17.842	21.053.560.000
65 à 70 »	66.125	45.712	69	16.200	14.218.254.000
70 à 75 »	75.287	46.000	61	14.908	8.777.830.400
75 à 80 »	73.832	43.560	59	14.420	4.711.014.000
80 à 85 »	52.572	28.740	55	13.442	1.892.938.092
85 à 90 »	24.427	11.000	45	10.993	376.031.800
90 à 95 »	6.343	2.036	32	7.880	37.660.096
95 ans et plus.....	1.014	300	30	7.333	4.399.800
Totaux	780.196	356.310	46	»	207.190.532.946

une fortune totale de 207 190 532 946, ce qui correspond au multiplicateur 38,97, sensiblement égal au précédent.

C'est ce multiplicateur que nous avons adopté comme étant celui qui nous a semblé le plus proche de la vérité. Car il nous paraît dès à présent que le multiplicateur *réel* doit être contenu entre 38 et 40.



Si nous passons maintenant à l'emploi du multiplicateur (ainsi obtenu par le seul moyen de la statistique et d'une hypothèse très simple), il nous reste à déterminer quelle est la correction qu'il y a lieu de faire subir, avant toute multiplication, à l'annuité successorale moyenne.

D'abord, faut-il faire intervenir ici le milliard que représentent à peu près les donations annuelles ?

Certainement non, car si ces donations figurent en diminution dans le patrimoine des générations âgées, elles figurent aussi en augmentation d'actif dans le patrimoine des générations qui en ont bénéficié, et, comme *chaque génération* est affectée dans notre calcul de coefficients tenant compte du patrimoine moyen et du nombre de ces patrimoines, il s'ensuit nécessairement que nous avons automatiquement tenu compte des donations (par acte enregistré ou de la main à la main).

Or, ce qui est vrai des donations l'est aussi des partages anticipés, d'où il résulte que nous avons à tenir compte des seules fraudes par diminution ou omission.

Ces fraudes ont été évaluées très diversement. Le ministère des finances les évaluait récemment à 500 000 000 par an, ce qui, ajouté aux 5 351 millions de l'annuité moyenne

et multiplié par 38,97, donnerait une fortune totale de 228 013 470 000 francs, mais il nous semble possible d'évaluer les dissimulations à près de 750 000 000, car il faut tenir compte de ce que le ministère des finances envisage surtout, dans son évaluation, la fraude *qu'il serait possible de réprimer* avec un avantage fiscal.

Nous inclinerions même vers une évaluation plus élevée et dépassant peut-être un milliard, ce qui donnerait :

Avec 750 millions de fraude, une fortune totale de 237 755 970 000 francs.

Avec un milliard de fraude, une fortune totale de 247 498 470 000 francs.



De cette étude, il résulterait, en somme, que la fortune française privée s'élève *au moins à 228 milliards* et est probablement sensiblement plus élevée. Il est intéressant de constater que le chiffre minimum trouvé par notre méthode s'éloigne peu des évaluations obtenues par la méthode directe qui se trouve ainsi confirmée, mais qui paraît avoir été, en général, un peu trop modeste dans ses calculs.

La détermination du multiplicateur par le procédé purement objectif et statistique que nous avons employé nous a conduit à un coefficient beaucoup plus élevé que ceux adoptés par les économistes qui ont abordé la question par la méthode de la génération moyenne.

Ceux-ci, guidés par les résultats approximatifs de l'évaluation directe qui indique une fortune totale de 225 à 240 milliards, ont été trompés dans leurs recherches par une *évaluation trop élevée* de l'annuité à multiplier. En

effet, ils y ajoutaient, en général et à tort, outre les fraudes, le total des donations. L'annuité ainsi majorée, il devenait nécessaire de justifier un multiplicateur réduit, sous peine d'arriver à une fortune totale manifestement exagérée.

* * *

En tout cas, sans insister sur la valeur des résultats que nous avons obtenus et qui ne pourront que gagner en certitude quand les statistiques par catégories seront à la fois plus détaillées (divisions d'âge plus nombreuses) et plus étendues (moyennes portant sur plusieurs années), nous croyons intéressante la *méthode* que nous avons proposée et nous pensons que son emploi futur pourra conduire à des résultats de plus en plus précis. Dès à présent, il était intéressant de signaler ce nouveau moyen en le proposant aux perfectionnements et aux critiques des économistes et des statisticiens.

APPENDICE III

ARTICLE DE VILFREDO PARETO

SUR LA

COURBE DE LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE

*Dans l'Université de Lausanne, recueil publié par la Faculté de droit
à l'occasion de l'Exposition nationale suisse. — Genève 1896.*

L'impôt sur le revenu nous fournit, pour plusieurs pays, des renseignements précieux sur la répartition des richesses.

Sans exagérer la rigueur de ces statistiques, qui se ressentent toujours plus ou moins des efforts que font les contribuables pour échapper à l'impôt, on peut prendre les chiffres qu'elles nous fournissent comme une représentation au moins approximative du phénomène. Nous nous proposons d'examiner si ces chiffres se distribuent au hasard, ou s'ils se groupent suivant quelque loi.

Nous adopterons les notations suivantes : X indiquera un certain revenu ; N sera le nombre de revenus qui seront égaux ou supérieurs à X.

Prenons d'abord, comme exemple, les résultats obtenus pour l'Angleterre par M. Giffen.

ANGLETERRE

X	N		Log. N	
	1843	1879-80	1843	1879-1880
£				
150	106.637	320.162	5,02791	5,50537
200	67.271	190.061	4,82783	5,27889
300	38.901	101.616	4,58996	5,00696
400	25.472	61.720	4,40606	4,79043
500	18.691	45.219	4,27163	4,65532
600	13.911	33.902	4,14336	5,53023
700	11.239	27.008	4,05073	4,43149
800	9.365	22.954	3,97151	4,36086
900	7.923	19.359	3,89889	4,28688
1.000	7.029	17.963	3,84689	4,25438
2.000	2.801	7.611	3,44731	3,88144
3.000	1.566	4.480	3,19479	3,65128
4.000	1.040	3.050	3,01703	3,48430
5.000	701	2.292	2,84572	3,36021
10.000	208	853	2,31206	2,93095
50.000	8	68	0,90309	1,83251

Traçons deux axes OA et OB. Sur OA portons les logarithmes de X, sur OB portons les logarithmes de N.

Nous sommes de suite frappé du fait que les points ainsi déterminés ont une tendance très marquée à se disposer en ligne droite. Pour l'Angleterre, en 1879-1880, on observe la ligne *m n*.

Mais il y a plus. Si nous considérons d'autres pays, non

seulement nous retrouvons la propriété que présentent ces points de tendre à se disposer en ligne droite, mais encore nous observons que les lignes droites ainsi tracées font, avec l'axe des abscisses, des angles qui ne sont pas très différents l'un de l'autre. Sur la figure 1, la ligne $p q$ représente les revenus constatés dans un certain nombre de villes italiennes. Nous verrons plus loin plusieurs autres exemples analogues.

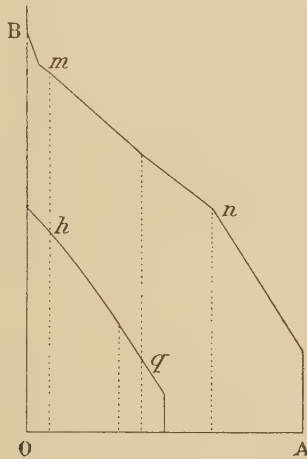


FIG. 1

Si nous tracions, pour ces différents pays, les courbes de mortalité, nous trouverions des résultats bien plus divergents que ceux qui nous sont donnés par les courbes de la répartition des revenus.

Nous nous trouvons ici en présence d'une loi naturelle, qui nous révèle une tendance des revenus à se grouper d'une certaine façon, au moins dans les sociétés et pour

les époques considérées. Il est donc important d'étudier avec plus de détail cette loi, telle que nous la fait connaître l'expérience.

Observons, d'abord, que si nous traçons, à une échelle beaucoup plus grande que celle de la figure 1, la courbe des logarithmes de N, nous verrons que la ligne qui, au premier aspect, nous paraissait une ligne droite, est en réalité une courbe qui, en général, est très peu concave vers l'axe des A. Nous réservons cette considération pour une seconde approximation du phénomène, et nous commençons par étudier la première approximation donnée par une ligne droite.

L'équation de cette ligne peut se représenter par :

$$(1) \quad \text{Log. N} = \log. A - \alpha \log. X$$

ce qui donne :

$$(2) \quad N = \frac{A}{X^\alpha}.$$

Cette dernière équation représente la courbe de répartition des revenus.

Pour avoir les constantes A et α , nous interpolerons les logarithmes de N. Cette interpolation sera faite suivant la méthode de Cauchy, qui est très suffisante pour cette première approximation. On peut même souvent employer une méthode graphique.

Nous avons déjà indiqué la répartition des revenus en Angleterre. Voici les résultats de quelques autres statistiques :

VILLES ITALIENNES (1)

X		X		N	
francs	N	marks	1876	1881	1886
1.000	59.486	420	5.155.324	5.224.654	5.557.107
2.000	26.968	1.650	450.567	472.910	522.321
4.000	9.766	4.800	66.319	75.720	88.639
7.000	4.264	16.800	8.033	8.785	10.860
10.000	2.397	84.000	532	543	737
15.000	1.310				
25.000	645				

PRUSSE (2)

SAXE			BALE (3)		PARIS (4)	
X marks	N		X francs	N	X francs	Loyers N
	1880	1886				
500	540.435	691.183	800	17.324	400	278.664
800	260.924	336.594	1.500	6.664	700	129.696
1.600	93.747	115.337	2.200	4.514	1.000	86.398
3.300	30.379	31.127	4.000	2.039	2.000	38.399
4.800	16.584	22.384	10.000	658	4.000	14.490
9.600	5.503	8.111	20.000	314	10.000	2.419
100.000	119	222	40.000	128	20.000	459
			100.000	36		

(1) Ce sont les communes de Ancona, Arezzo, Belluno, Bologna, Cuneo, Ferrara, Firenze, Foggia, Grosseto, Montova, Massa, Modena, Parma, Pavia, Perugia, Pesaro, Pisa, Reggio-Emilia, Siéna, Sondrio, Trévise, Udine, Vicenza. Les résultats des statistiques officielles ont été résumés par M. le professeur R. Benini. On les trouve reproduits dans l'ouvrage de M. le professeur Martello : *L'imposta progressiva*.

(2) SÆTBEER, *Zür Einkommenstatistik von Preussen*, etc.

(3) BÜCHER, *Basel's Skaatseinnahmen und steuervertheilung*.

(4) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, septembre 1890.

Nous obtenons pour α les valeurs suivantes :

	α		α
Angleterre 1843	1,50	Prusse 1894	1,60
1879-80	1,35	Saxe 1880	1,58
Prusse (1) 1876	1,72	1886	1,51
1881	1,73	Villes italiennes	1,45
1886	1,68	Paris (loyers)	1,57

$$(3) \quad \Delta = \log. N - \log. N'.$$

Pour avoir une idée de l'approximation ainsi obtenue, calculons les différences Δ entre les logarithmes des nombres observés N et les logarithmes des nombres calculés N' .

SAXE

Nombre de revenus	
1880	1886
Δ	Δ
— 0,0137	+ 0,0076
— 0,0166	+ 0,0031
+ 0,0148	— 0,0078
+ 0,0244	— 0,0029
+ 0,0192	+ 0,0001
+ 0,0169	+ 0,00135
— 0,0360	— 0,0135

Ces résultats sont très remarquables. Il est absolument impossible d'admettre qu'ils sont dus au hasard. Il y a bien certainement une *cause* qui produit la tendance des revenus à se disposer suivant une certaine courbe.

(1) Nombre de revenus.

PRUSSE

Nombre des revenus			Nombre des contribuable		
1876	1881	1886	1876	1881	1886
$\alpha = 1\ 721$	$\alpha = 1\ 726$	$\alpha = 1\ 679$	$\alpha = 1\ 720$	$\alpha = 1\ 726$	$\alpha = 1\ 684$
Δ	Δ	Δ	Δ	Δ	Δ
+ 0,0341	+ 0,0100	+ 0,0167	+ 0,0326	+ 0,0097	+ 0,0024
+ 0,0005	+ 0,0129	— 0,0125	— 0,0014	— 0,0077	+ 0,0055
— 0,0335	— 0,0025	— 0,0042	— 0,0311	— 0,0010	— 0,0094
— 0,0127	+ 0,0012	— 0,0023	— 0,0120	— 0,0013	— 0,0044
+ 0,0127	— 0,0012	+ 0,0026	+ 0,0120	— 0,0014	+ 0,0045

Cette cause paraît ne dépendre que faiblement des différentes conditions économiques des pays considérés, puisque les effets sont à peu près les mêmes pour des pays aussi différents que le sont l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

On avait déjà observé que la courbe des revenus affec-

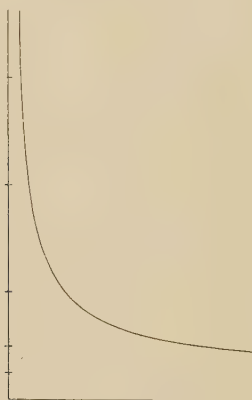


FIG. 2

tait une forme analogue à celle qui est indiquée par la figure 2 ; mais l'on n'avait pas encore donné l'expression analytique de cette courbe ; ce qui empêche de noter qu'elle est peu différente pour des pays fort différents. Certains auteurs, en se laissant guider par des conceptions théoriques, donnent à la partie inférieure de la courbe la forme $s t v$, fig. 3.

La statistique ne nous fournit aucune indication dans ce sens. Il est donc fort probable que la partie $s t v$ est très écrasée et que la courbe réelle affecte une forme analogue à celle qu'indique la figure 4.

Passons maintenant à la seconde approximation. C'est pour le grand-duché d'Oldenbourg que la concavité de la

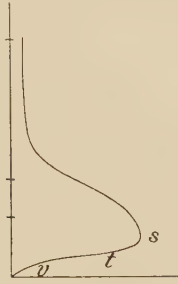


FIG. 3

ligne des logarithmes est le plus considérable. Il ne faudrait pas se hâter d'en conclure que cette forme existe réellement.

Les déclarations des contribuables pour l'impôt sur le

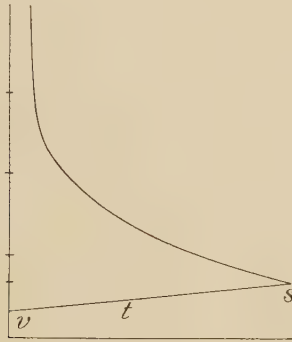


FIG. 4

revenu sont toujours sujettes à caution. Quelque cause spéciale peut produire le phénomène qui s'observe pour le grand-

duché d'Oldenbourg. Il sera donc prudent de ne faire usage qu'avec une grande réserve des résultats de ce cas extrême.

La ligne des logarithmes est interpolée par une courbe dont l'expression est

$$(4) \quad \log. N = \log. A - \alpha \log. (X + \alpha) - \beta x$$

Pour le grand-duché d'Oldenbourg, en 1890,

$$\begin{aligned} \log A &= 8,72204, & \alpha &= 1,465 \\ \alpha &= 220, & \beta &= 0,0000274 \end{aligned}$$

Comparons les logarithmes des nombres observés aux logarithmes des nombres calculés.

GRAND-DUCHÉ D'OLDENBOURG 1890

X	N	Logarithmes		Δ
		observés	calculés	
300	54.309	4,7349	4,7349	0,0000
600	24.043	4,3810	4,4368	— 0,0558
900	16.660	4,2217	4,2303	— 0,0086
1.500	9.631	3,9837	3,9409	0,0428
3.000	3.502	3,5443	3,5008	0,0435
6.000	994	2,9974	2,9997	— 0,0023
9.000	445	2,6484	2,6671	— 0,0187
15.300	140	2,1461	2,1838	— 0,0377
30.000	25	1,3979	1,3364	0,0615

Pour d'autres pays, on a des valeurs de α et de β , encore plus petites, et qui, en bien des cas, paraissent être d'un ordre de grandeur inférieur à celui des erreurs d'observation.

La formule (4) donne

$$(5) \quad N = \frac{A}{(X + \alpha)^2} 10^{-\beta X}$$

C'est probablement la forme générale des courbes de distribution. Mais α et β étant assez petits, en bien des cas, on a simplement

$$N = \frac{A}{\lambda^\alpha}.$$

Ces formules ne peuvent servir qu'à représenter l'ensemble des phénomènes. Elles ne sauraient, évidemment, nous en indiquer les détails. De même, les tables de mortalité *ajustées* représentent le phénomène en général, mais, pour une année déterminée, le taux de mortalité observé peut différer considérablement du taux de mortalité donné par la table.

La tendance des revenus à se grouper suivant une certaine loi pourrait bien dépendre, en grande partie, de la nature même des hommes. Il serait intéressant de pouvoir comparer aux résultats actuels ceux qui appartiennent au passé. Mais il faudrait pour cela avoir des statistiques, suffisamment précises, des revenus pris dans leur ensemble. Il faut bien faire attention que la loi de répartition des différentes catégories de revenus n'est pas la même. La richesse mobilière, par exemple, ne se répartit pas comme la richesse foncière.

BIBLIOGRAPHIE

ÉTUDES GÉNÉRALES

- D'AVENEL, *Les riches depuis sept cents ans. Revue des Deux Mondes*, 15 février 1906.
- CHÂTELAIN, *De l'évaluation du capital national. Une difficulté spéciale trop peu remarquée de cette évaluation. Revue d'Economie politique*, 1907, p. 361.
- CHATELAIN, *Répartition proportionnelle du revenu social. Questions pratiques de législation ouvrière*, février-mai 1907.
- DUFAY, *Etude sur l'impôt sur le revenu. Bulletin de la Société de législation comparée*, 1906-1907, p. 330 et suiv.
- HENRY, *La mesure des capacités intellectuelles et énergétiques. Notes d'analyse statistique. Remarques sur l'interprétation sociologique de la distribution des salaires*. (Instituts Solvay. 1906.)
- E. MICHEL, *La propriété. Evaluation de la fortune privée. Enquête sur la propriété non bâtie et bâtie. Enquête agricole*, 1908.
- PICARD, *Destination sociale du luxe et des grandes fortunes. Revue économique internationale*, 1905, p. 7.
- PHILLIPPOVICH, *La réglementation de la distribution du revenu par la politique économique. Revue économique internationale*, 1907, p. 443.

NEWMARCK, *Les valeurs mobilières dans le monde. De la nécessité d'un droit public financier international et d'une législation financière internationale. Revue économique internationale*, 1908, p. 579.

VILFREDO PARETO, *Recueil de l'Université de Lausanne. La courbe de répartition des revenus. — Systèmes socialistes*, 2 vol. 1902, t. II, p. 159 et suiv. : *Les formules de répartition. — Cours d'économie politique*, 1897, t. II, p. 299 et suiv. : *La répartition*.

FRANCE

CHATELAIN, *Les successions déclarées en 1905. Revue politique et parlementaire*, 1907, p. 160 et suiv.

ADOLPHE COSTE, *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1890, p. 237.

DE FOVILLE, *La richesse en France. Revue économique internationale*, 1906, p. 7.

DE FOVILLE, *Les fortunes en France et dans les pays voisins au commencement du xx^e siècle. Revue politique et parlementaire*, 1903, p. 441. Voir aussi *Dictionnaire des finances*, article *Richesse*.

DE FOVILLE, *Evaluation de la fortune d'après les statistiques successorales. Economiste français* (années 1878, 1879, 1882, 1899).

DE FOVILLE, *La fortune française à l'étranger. Revue politique et parlementaire*, 1902, p. 261.

GIDE, *Rapport sur l'exposition d'économie sociale de 1900. (Evaluation de la fortune de la France.)*

GUYOT, *Evaluation de la fortune privée de la France d'après les éléments fiscaux. Mémoire lu à Berlin en 1903 à l'Institut international de statistique*.

DE LAVERGNE et PAUL HENRY, *La richesse de la France. Fortune et revenus privés*. Paris, 1908.

LEROY-BEAULIEU (PAUL), *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions*. Paris, 1897. 4^e édition.

LEROY-BEAULIEU (PAUL), *Evaluation de la fortune d'après les statistiques successorales*. *Economiste français*, 1^{er} août 1903 ; 6 octobre 1900.

LEVASSEUR, *La population*, t. III. *Diverses hypothèses faites de 1780 à 1889 pour l'évaluation de la fortune de la France*.

LEVASSEUR, *Etudes sur les salaires en France depuis 35 ans*. *Revue économique internationale*, 1905, p. 255.

LEVASSEUR, *Le salaire comparé en France et dans quelques autres Etats*. *Revue économique internationale*, 1905, p. 511.

LUCIEN MARCH, *Répartition des auteurs des successions suivant leur âge*. *Journal de la Société de statistique de Paris*, 10 février 1909, p. 38.

TURQUAN, *Evaluation de la fortune privée en France et à l'étranger dans ses rapports avec la fécondité des familles*. Paris, 1901.

Voir, en outre, de nombreuses communications publiées par le *Journal de la Société des statistiques de Paris* et les statistiques publiées par le *Bulletin de statistique et de législation comparées*.

PAYS ÉTRANGERS

CHIOZZA-MONEY, *La distribution de la richesse en Angleterre*. *Revue économique internationale*, 1908, p. 51.

CHIOZZA-MONEY, *Riches and Poverty*, 3^e édition, 1906.

F. COLETTI, *Riforma sociale*, mars-avril-juin 1907.

DE FOVILLE, *Les fortunes en France et dans les pays voisins au commencement du xx^e siècle*. *Revue politique et parlementaire*, 1903, p. 441.

LEVASSEUR, *Les salaires à l'étranger. Revue économique internationale*, 1905, p. 511.

B. MALLET, *A method of estimating Capital-Wealth from the estate duty statistics. Journal of the Royal statistical Society*, 31 mars 1908, p. 65.

NITTI, *La richesse privée de l'Italie. Revue économique internationale*, 1905, p. 553.

RAFFALOVITCH, *Etudes sur l'Allemagne. L'Economiste européen*, 15 janvier 1909.

Paris, le 14 août 1909.

LU ET APPROUVÉ :

Le Président,

FERNAND FAURE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

V. BONNARIC.

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	I
------------------	---

INTRODUCTION

Historique de la question et position du problème.	4
--	---

CHAPITRE PREMIER

Les Documents et leur critique.	23
---	----

CHAPITRE II

Les Données statistiques. — Les Méthodes de figuration.	
— Les Résultats.	37

CHAPITRE III

La Loi	78
------------------	----

APPENDICES

I. — Le problème de la répartition.	91
II. — Evaluation de la fortune privée.	107
III. — Article de Vilfredo Pareto sur la courbe de la répartition de la richesse.	127
BIBLIOGRAPHIE.	139

IMPRIMÉ

PAR

PHILIPPE RENOUARD

19, rue des Saints-Pères

PARIS

